RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Vice-Primature / Ministère de l'Environnement et Développement Durable
Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORET DE LA RDC



RAPPORT 2021

Ce rapport est dédié au grand public.
Pour les détails sur les aspects techniques, veuillez contacter l'Unité de Coordination du PIF.

ucpif.rdc@gmail.com

Rapport d'activités publié par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC.

Supervision :
Dr. Clément VANGU LUTETE, Coordonnateur

Rédaction :
Jolly SASSA KIUKA MAYIKA, Experte en Communication

Contributions :
Noël Prosper DIAMBU MALANDA, Expert en Gestion Financière
Yannick LWAMBA FATAKI, Expert National en Suivi & Evaluation
Michel MITUNGULU TSHIBANDA, Auditeur Interne
Alex YENGE BOMBA, Expert en Sauvegardes et Impacts Socio-Environnementaux
Affermi KUFINU DIAMATONDO, Expert en Système d'Information Géographique
José SILUVANGI TEZO, Expert en Passation des Marchés
Angelo Clay BAKAVUIDI TUSOSA, Expert en Passation des Marchés
Papy SINGA TABOU, Assistant du Coordonnateur
Jean KAPITA ZALOSO, Assistant Administratif et Opérateur de Saisie

Mise en page et infographie :
NGOMA MUANDA KIZITO

Copyright UC-PIF Mai 2022

www.pifrdc.org
facebook.com/pifrdc

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières 4
Acronymes 5
Préface 7
Avant-propos 9
Le Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC 10
Le PGAPF 13
Projet Intégré REDD+/Maï-Ndombe 15
Impacts du PIREDD/Maï-Ndombe auprès des communautés 19
Incidences des Paiements pour Services Environnementaux 21
Mission de supervision 24
Financement additionnel/Fonds pour l'Environnement Mondial 27
Le PIREDD/MBKIS 31
PIREDD/MBKIS : Bassin de Mbuji-Mayi 34
PIREDD/MBKIS : Bassin de Kananga 35
PIREDD/MBKIS : Bassin de Kisangani 36
PIREDD/MBKIS : Revue à mi-parcours du Projet par la BAD 37
Supervision et Appui Technique de l'UC-PIF 38
Sauvegardes socio-environnementales 39
Système d'Information Géographique (SIG) 42
Communication 44
Passation des Marchés Banque mondiale 47
Passation des Marchés PIREDD/MBKIS 49
Suivi et Evaluation 51
Secrétariat et Archivage 54
Perspectives du PIF RDC pour 2022 55

ACRONYMES

ADIKIS	: Action pour le Développement Intégré de Kisangani et de la Cuvette Centrale Congolaise
ALE	: Agence Locale d'Exécution
AMAR	: Action Massive Rurale
AMI	: Avis à Manifestation d'Intérêts
ANAPAC	: Alliance Nationale d'Appui et de Promotion des Aires et Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire
ANO	: Avis de Non Objection
APROBES	: Actions pour la Promotion du Bien-Être Social
APRODI	: Action pour la Promotion et le Développement Intégré
ASBL	: Association Sans But Lucratif
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
BMD	: Banque Multilatérale de Développement
CABEN	: Cacaoyère de Bengamisa
CADIM	: Centre d'Appui au Développement Intégral de Mbankana
CAFI	: Central African Forests Initiative (Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale)
CARG	: Conseil Agricole et Rural de Gestion
CART	: Conseil Agricole et Rural de territoire
CAVRE	: Contrat d'achat/Vente des Réductions D'Emissions
CEILU	: Centre d'Encadrement Intégré de Lukibu
CEMA	: Cultures et Elevages du Mayumbe
CF	: Cadre Fonctionnel
CFCL	: Concession de Forêt des Communautés Locales
CGES	: Cadre de Gestion Environnemental et Social
CGRPC	: Cadre de Gestion des Ressources Physiques Culturelles
CIF	: Climate Investment Fund (Fonds d'Investissement pour le Climat)
CLD	: Comité Local de Développement
CLIP	: Consentement Libre Informé et Préalable
CN-REDD	: Coordination Nationale REDD
CPPA	: Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CPR	: Cadre de Politique de Réinstallation
COP	: Conférence des Parties
COVID	: Corona Virus DIsease
CTMP-PF	: Comité Technique Multisectoriel Provincial de Planning Familial
DDD	: Direction de Développement Durable
DES	: Division des services Environnementaux
EIES	: Etudes d'Impacts Environnemental et Social
FA/FEM	: Fonds Additionnel/Fonds pour l'Environne-ment Mondial
FA/CAFI	: Fonds Additionnel/Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale
FC	: Franc Congolais
FCPF	: Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FDM	: Fondation Daniel Madimba
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
FONAREDD	: Fonds National REDD
FRMi	: Forêts, Ressources, Management Ingénierie
GPS	: Global Positionning System (Système de Positionnement Global)
Ha	: Hectare
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Oeuvre
HS/EAS	: Harcèlement Sexuel/Exploitation et Abus Sexuels
ICCN	: Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
MEDD	: Ministère de l'Environnement et Développement Durable

METT : Management Effectivness Tracking Tool
MGP : Mécanisme de Gestion des Plaintes
MPO : Manuel des Procédures Opérationnelles
MOD : Maître d'Ouvrage Délégué
NVD : Nouvelle Vision de Développement
OCEAN : Organisation Concertée des Écologistes et Amis de la Nature
OCC : Office Congolais de Contrôle
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU-REDD : Programme des Nations Unis pour la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
OSAPY : Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées
OPS : Opérateur de Saisie
PA : Peuples Autochtones
PDD : Plan de Développement Durable
PLD : Plan Local de Développement
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux
PDT : Plan de Développement du Territoire
PGEC : Plan de Gestion de l'Espace Contractuel
PGAPF : Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers
PGPP : Plan de Gestion des Pestes et Pesticides
PGRN : Plan de Gestion des Ressources Naturelles
PIF : Programme d'Investissement pour la Forêt
PIREDD : Projet Intégré REDD+
PIREDD/MBKIS : Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani
PIREDD/MND : Projet Intégré REDD+ dans le Maï-Ndombe
PM : Passation des Marchés
PNSR : Programme National de Santé de la Reproduction
PPA : Plan en faveur des Peuples Autochtones
PPB : Plan de Partage des Bénéfices
PPM : Plan de Passation des Marchés
Programme RE : Programme de Réduction d'Emissions
PSE : Paiement pour Services Environnementaux
PSG : Plan Simple de Gestion
PUT : Plan d'Utilisation des Terres
RDC : République Démocratique du Congo
REDD : Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
RNA : Régénération Naturelle Assistée
RNTL : Réserve Naturelle Tumba Lediima
RSF : Rapport de Suivi Financier
RTNC : Radio Télévision Nationale Congolaise
SECOFIC : Société d'Expertise comptable, Fiscal et en Conseil
SG-EDD : Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable
SGBD : Système de Gestion des Bases des Données
SIG : Système d'Information Géographique
SNSF : Système National du Suivi du couvert Forestier
TDR : Termes de Référence
UC-PIF : Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt
USD : Dollar Américain
VBG : Violences Basées sur le Genre
WWC : Wildlife Works Carbon
WWF : Worldwide Fund for Nature (Fonds Mondial pour la Nature)

PREFACE



Le rapport 2021 de l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) de la République Démocratique du Congo est rendu public à un moment particulier pour l'humanité entière. En effet, la RDC, à l'instar d'autres pays du monde, est en train de sortir d'une période marquée par des perturbations majeures causées par la pandémie de la COVID-19.

Malgré le contexte difficile, la RDC a maintenu ses ambitions d'inscrire davantage son nom en lettre de noblesse, comme étant l'un des acteurs majeurs fortement engagés dans la lutte contre le changement climatique au monde et se positionnant désormais comme "Pays-Solution" aux problèmes de dérèglement climatique. C'est dans cette perspective que le pays a actualisé sa Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN) en fixant la cible actuelle de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 21% contre 17% à l'horizon 2030.

Dans ce domaine, le secteur forestier reste le principal secteur sur lequel le Gouvernement de la République Démocratique du Congo est appelé à agir afin d'atteindre la cible revue. Ainsi, sous le leadership de Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, un programme ambitieux visant à planter 1 milliard d'arbres à l'horizon 2023 a été lancé au niveau national. Ce programme présidentiel vient en effet renforcer la Stratégie Nationale Cadre de Réductions des Émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+) pour lequel mon Ministère continue à administrer des réponses adéquates à travers différents projets afin d'une part, de réduire la menace des principaux moteurs de la déforestation, et d'autre part, d'améliorer la gestion du couvert forestier ainsi que les conditions de vie des populations qui en dépendent.

A travers le Programme d'Invesssement pour la Forêt (PIF), des approches visant l'amélioraon de la gestion des paysages forestiers sont testées avec le concours des autorités nationales, provinciales, de la société civile, du secteur privé ainsi que des communautés locales paysannes.

Au cours de l'année 2021, des performances majeures ont été enregistrées. Pour le Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers avec ses deux financements additionnels issus respectivement de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), nous pouvons citer notamment (i) la mise en œuvre des investissements prévus dans les différents Plans de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) validés au niveau de différents Terroirs villageois des quatre Territoires de l'Ex-District du Maï-Ndombe, dans la nouvelle Province du Maï-Ndombe.

Au niveau des bassins d'approvisionnement de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani, le Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS) a connu une montée en puissance en termes d'activités avec notamment la mise en place des superficies des plantations avec les essences à croissance rapide.

Point n'est besoin de démontrer aujourd'hui l'apport des approches du PIF en matière de lutte contre le changement climaque ainsi que la contribution de ces dernières aux différentes réformes majeures initiées au niveau national, notamment celles relatives à l'aménagement du Territoire. C'est ainsi que nous formulons le vœu de voir ces approches, qui sont encore dans leur phase expérimentale, être mises à l'échelle dans d'autres parties de la République pour ainsi générer des programmes juridictionnels de réduction d'émissions au niveau de chaque Province.

C'est ici le lieu de saluer tous les partenaires techniques et financiers du PIF/RDC, en l'occurrence la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement qui ont permis, à travers les deux projets du PIF, de démontrer la faisabilité de la REDD+ en RDC et de baliser le chemin à suivre avec les autres partenaires techniques et financiers.

Me Eve BAZAÏBA MASUDI
Vice-Premier Ministre, Ministre de
l'Environnement et Développement Durable



Bénéficiaires des boutures de manioc à Loponde, Kiri (PIREDD/Maï-Ndombe)

AVANT-PROPOS



L'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), sous couvert du Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable, a l'honneur de vous présenter, pour une sixième année consécutive, son rapport d'activités couvrant l'exercice 2021.

Comme pour les années antérieures, ce rapport est destiné à un large public en vue de l'informer sur les avancées majeures du Programme sur le terrain. D'emblée, il est important de souligner le fait que les deux dernières années ont été difficiles pour la RDC à l'instar des autres pays du monde à cause des restrictions liées aux mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 qui ont entraîné un ralentissement au niveau de tous les secteurs d'activités, notamment celui de l'environnement et du changement climatique. Malgré cela, la RDC, à travers le Programme d'Investissement pour la Forêt, a poursuivi son objectif de démonstration de la faisabilité de la REDD à travers des approches territoriales et des incitations sous forme des paiements pour services environnementaux (PSE).

L'année 2021 a été marquée par trois faits majeurs, à savoir (i) l'évaluation indépendante du PIREDD/MND élargie à la composante 1 du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestier (PGAPF) dit « PIREDD-Plateaux », (ii) la revue à mi-parcours du Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et Kisangani (PIREDD/MBKIS) et (iii) la visite du Directeur Régional de la Banque mondiale. Les recommandations dégagées concernent (i) la préparation d'un nouveau programme de grande envergure pour la gestion améliorée des paysages forestiers qui mettra à échelle, dans l'ouest, le centre et l'est de la RDC, les approches du PGAPF qui ont fait leurs preuves ; (ii) le renforcement du Programme de Reduction des Émissions du Maï-Ndombe avec, en priorité, la mise en œuvre du CAVRE de 55 millions USD pour permettre la continuité et la durabilité des investissements du PGAPF dans la province du Maï-Ndombe ; (iii) le dialogue politique renforcé entre la Banque mondiale et la RDC sur le changement climatique et la gestion durable des forêts notamment dans la perspective d'un futur appui budgétaire et de sa matrice de gouvernance ; (iv) l'extension d'un an de la durée du projet PIREDD/MBKIS, la nouvelle date de clôture étant le 31 décembre 2022.

Des résultats majeurs ont été atteints en 2021 au niveau de différents projets pour lesquels l'UC-PIF agit en qualité de Maître d'Ouvrage. Au niveau du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) et de ses fonds Additionnels issus respectivement de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) : **480** Comités Locaux de Développement (CLD) structurés/redynamisés; **480** Plans de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) validés; **19** Comités Agricoles Rural de Gestion (CARG) dont **4** de Territoire et **15** de Secteur redynamisés; **1 690 ha** de palmier à huile et **1 800 ha** d'acacia mis en place; **835 ha** de culture pérenne mis en place; **9 936 ha** de savanes mises en défens; **2 194 ha** de forêt de conservation et/ou d'exploitation durable mise en place; 21 ponts et 8 dalots construits; 4 bâtiments de bureaux construits dont 1 pour chaque territoire; **231 km** des pistes ruraux entretenus; **1** mini-huilerie installée et opérationnelle; **1** centre de transformation des cacaos installé et opérationnel; 6 microprojets destinés aux populations autochtones; **4** concessions de forêts des communautés locales (CFCL) en cours d'obtention des titres; **1** comité technique multisectoriel permanent de la planification familiale (CTMP-PF) mis en place.

Au niveau du Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbujimayi/Kananga et de Kisangani appuyé par la Banque Africaine de Développement, en termes des réalisations, on note **606 ha** de plantation d'enrichissement des forêts dégradées mis en place, **3 456 ha** d'afforestation avec les essences à croissance rapide mis en place, **2 457 ha** d'agroforesterie mis en place, **32** CLD créés/redynamisés, **9** plans d'utilisation des terres en cours de finalisation.

Bien que des résultats majeurs aient été obtenus, des précautions s'avèrent importantes afin d'assurer la durabilité des actions menées et permettre aux communautés d'expérimenter le cycle complet de différents investissements agroforestiers. Ainsi, je formule le vœu de voir (i) la seconde phase du PIREDD/Maï-Ndombe démarrer pour maintenir la dynamique actuelle, (ii) le financement additionnel du PIREDD/Plateaux approuvé pour améliorer la performance du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe et (iii) certaines activités du PIREDD/MBKIS, notamment celles relatives au renforcement des capacités et les mesures d'accompagnement démarrées en 2022.

Pour finir, je tiens à remercier encore une fois l'ensemble des partenaires de notre programme, l'équipe de l'UC-PIF et les agents de la Vice-Primature, Ministère de l'Environnement et Développement Durable, du FONAREDD, l'ensemble du personnel des Agences locales d'Exécution, les autres opérateurs de terrain, ainsi que les partenaires techniques et financiers pour leur engagement précieux qui a permis à notre programme de réaliser des résultats importants et ce, dans un contexte extrêmement difficile comme énoncé précédemment.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Clément VANGU LUTETE
Coordonnateur PIF/RDC

LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORET DE LA RDC

Les Fonds d'Investissement pour le Climat ont été mis en place par les Banques Multilatérales de Développement (BMDs) pour apporter des ressources techniques et financières aux pays en développement dans leurs efforts de lutte contre le changement climatique. Ils sont constitués de deux Fonds Fiduciaires et de quatre fenêtres principales, l'une d'elles étant le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF). Le PIF a pour objectif de financer les actions visant à éliminer les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, de promouvoir la gestion durable des forêts et de lutter contre la pauvreté.

La République Démocratique du Congo est engagée, depuis 2009, dans le processus de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation de la forêt (REDD), sous le leadership du Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) de l'époque, avec le soutien technique et financier des Banques Multilatérales de Développement et de l'ONU-REDD.

La RDC a été sélectionnée en juin 2010 comme l'un des 8 (huit) pays pilotes du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF). Le pays a préparé un Plan d'Investissement Forestier qui a été approuvé par le Sous-Comité du PIF le 30 juin 2011, pour un montant total de 60 millions de dollars américains de don sous la forme de cinq (5) programmes :

- Ø Trois (3) programmes géographiques couvrant trois bassins d'approvisionnement : Kinshasa, Mbuji-Mayi/Kananga et Kisangani ;
- Ø Deux (2) programmes transversaux, l'un pour l'appui au secteur privé et l'autre pour les petites subventions.

Les cinq programmes ont été fusionnés en deux projets, l'un supervisé par la Banque mondiale (BM) pour le bassin de Kinshasa, l'appui au secteur privé et les petites subventions pour un montant de 37,7 millions de dollars américains (PGAPF), et le second par la Banque africaine de développement (BAD) pour les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani pour un montant de 22,3 millions de dollars américains (PIREDD/MBKIS).

Le PIF de la RDC a bénéficié d'un don additionnel de 30 millions de dollars américains, mobilisé par la Banque mondiale au Fonds CAFI à travers le FONAREDD et entré en vigueur le 18 mai 2018 pour la mise en œuvre des activités du Projet Intégré REDD+ du Maï-Ndombe (PIREDD/Maï-Ndombe). L'accord de ce don est mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, agissant comme Agence d'Exécution de CAFI, en tant que fonds additionnel du PGAPF.

Un financement additionnel de 6,2 millions de dollars américains a été mobilisé par la Banque mondiale au FEM en tant que Fonds Additionnel du PGAPF au Programme pour renforcer les investissements en cours dans la Province du Maï-Ndombe. Le but est de contribuer à mieux atteindre l'objectif de développement du Projet Parent, le PGAPF.

La Banque mondiale faisant office d'administrateur, l'accord de don du FA/FEM a été signé le 20 mars 2019 et est entré en vigueur depuis le 20 mars 2020. La clôture dudit financement est prévue au 31 décembre 2022.

Le PGAPF avec ses Fonds additionnels et le PIREDD/MBKIS sont gérés par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), une structure dédiée au sein du Secrétariat Général du Ministère de l'Environnement et Développement Durable de la République Démocratique du Congo.



***Ensachage pour la préparation des pépinières/ Réserve de Masako à Kisangani** (PIREDD/MBKIS)*

LES ZONES D'INTERVENTION DU PIF ET DES FINANCEMENTS ADDITIONNELS DU PGAPF EN RDC:

Le PGAPF et les FA interviennent dans les territoires suivants :

Province du Maï-Ndombe :
Territoires d'Inongo, de Kiri, de Kutu et d'Oswhe.

Réserve de Tumba-Lediima:
- Province du Maï-Ndombe :

Territoire d'Inongo

- Province de l'Equateur :

Territoires de Lukolela et Bikoro

Comme projet Parent, le PGAPF a déployé ses activités de 2015 à 2019 aux endroits ci-après:

Province du Kongo Central :

Territoire de Kasangulu :
- Secteur de Luila

Territoire de Madimba :
- Secteurs de Ngufu et de Ngeba

Territoire de Songololo
- Secteurs de Kimpese et de Luima

Territoire de Luozi

- Secteurs de Mbanza-Ngoyo, de Kimbanza et de Kivunda

Territoire de Mbanza-Ngungu

- Secteurs de Ngombe Matadi et de Ntimansi/NKAMBA.

Hinterland de la Ville de Boma
Territoire de Muanda :
- Secteurs des Asolongo (Mangroves), de Boma Bungu et de La Mer ;

Territoire de Seke Banza :
- Secteurs de Bundi et de Lufu;

Territoire de Lukula
- Secteurs de Fubu et de Tsundi Sud.

Ville Province de Kinshasa :
- Commune de Maluku, qui comprend une grande partie des Plateaux des Bateke.
- Les 4 districts (Mont-Amba, Funa, Lukunga et Tshangu).

Province du Kwango :
Territoire de Kenge
- Secteur de Bukanga Lonzo (qui comprend une partie Centre-Est des Plateaux des Bateke);

Territoire de Popokabaka
- Secteur de Lufuna (qui comprend la partie Sud-Est des Plateaux des Bateke);

Province du Maï-Ndombe :
Territoires de Yumbi, de Mushie, de Kwamouth et de Bolobo.

Le PIREDD/MBKIS intervient dans les territoires suivants :

Province de la Tshopo :
Territoires de Banalia et d'Opala et en particulier dans les sites de Yaleko, de Bengamisa et de Masako. Le Secteur de Lubuya-Bera.

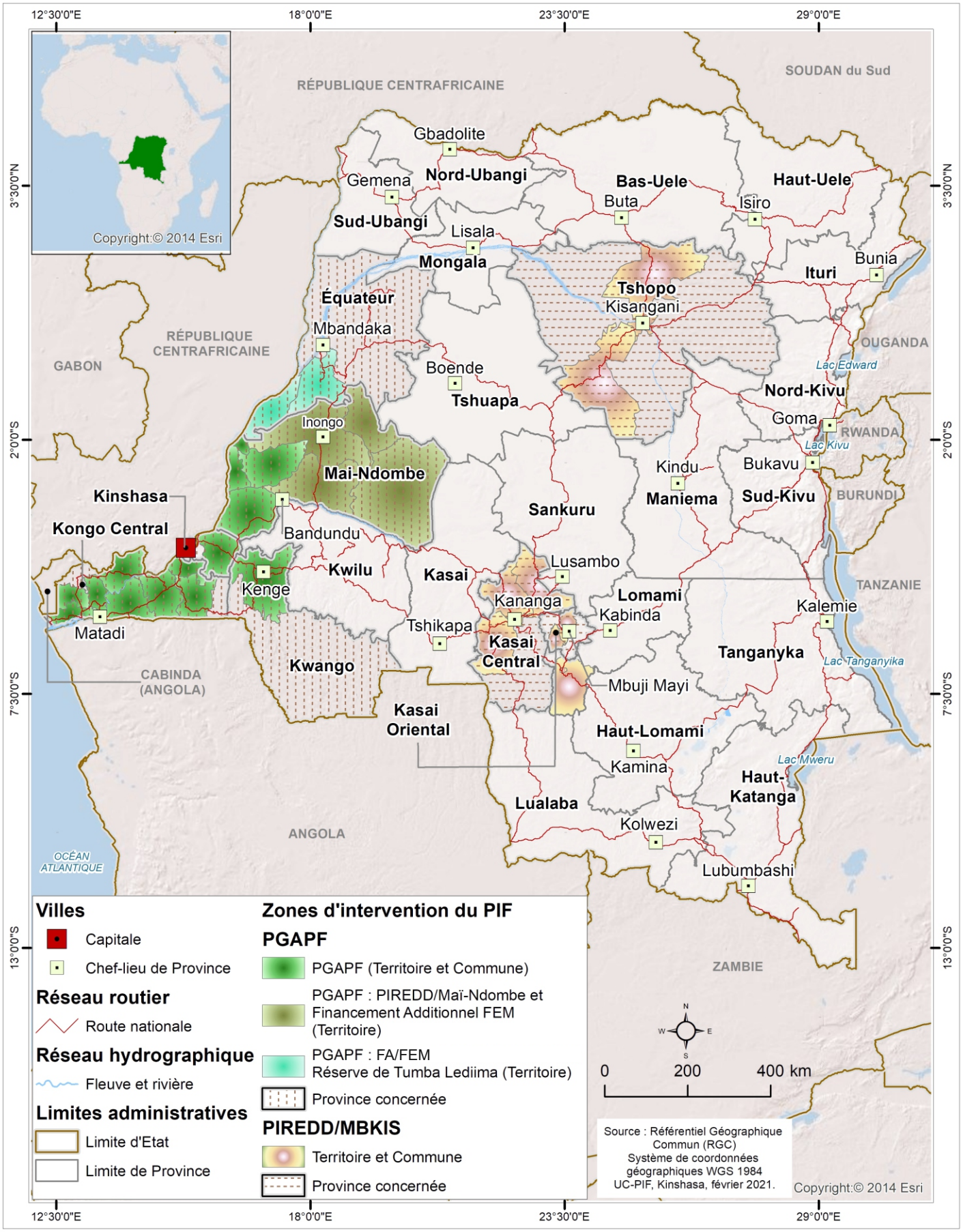
Province du Kasaï Oriental et la Province de la Lomami :
Territoires de Miabi, de Luilu et de Lupatapata, en particulier dans les sites de : Bena Luanga, Mabaya, Kankelenge, Katabaye, Luputa, et l'hinterland de Mbuji-Mayi.

Province du Kasaï Central :
Territoires de Kazumba, Demba et Dimbelenge.



Plantule de cacaoyer (PIREDD/MBKIS)

Zones d'intervention du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) de la République Démocratique du Congo (RDC)





LE PGAPF

Appuyé par la Banque mondiale, le « *Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers, (PGAPF)* » a été approuvé en mars 2014 par le Sous-Comité du PIF et en mai 2014 par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale pour un montant de 37,7 millions de dollars américains. L'Accord de Don a été signé le 08 octobre 2014 et son entrée en vigueur est intervenue le 29 avril 2015. Le projet est mis en œuvre par la Vice-Primature, Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) et avec le pilotage assuré par le Comité National REDD+ (CN-REDD).

Le PGAPF a bénéficié d'un don additionnel de 30 millions de dollars américains mobilisés par la Banque mondiale, octroyés par le fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale) à travers le FONAREDD dont une première tranche de 20 millions de dollars américains. Entré en vigueur le 18 mai 2018 pour la mise en œuvre des activités du Projet Intégré REDD+ du Maï-Ndombe (PIREDD/Maï-Ndombe), l'accord de ce don est mis en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale, agissant comme Agence d'Exécution de CAFI, à travers le Fond National REDD+(FONAREDD).

Un financement additionnel de 6,2 millions de dollars américains mobilisés par la Banque mondiale, a été octroyé au Programme d'Investissement pour la Forêt par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour renforcer les investissements en cours dans la Province du Maï-Ndombe. Ce financement a pour but de contribuer à mieux atteindre l'objectif de développement du Projet Parent, le Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF).

La Banque mondiale faisant office d'administrateur, l'accord de don du FA/FEM a été signé le 20 mars 2019 et est entré en vigueur depuis le 20 mars 2020. La date de clôture dudit financement est fixée au 31 décembre 2022.

LE PROJET DE GESTION AMÉLIORÉE DES PAYSAGES FORESTIERS (PGAPF)

OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PGAPF

L'objectif de développement du PGAPF est de tester des nouvelles approches pour améliorer le bien-être communautaire et gérer durablement les forêts afin de réduire les émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les zones sélectionnées.

Comme projet parent, les activités de terrain du PGAPF se sont clôturées en 2019. Cependant , il continue à fonctionner avec les fonds additionnels FONAREDD/CAFI et FEM dans la Province du Maï-Ndombe.



Récolte et mise en botte des boutures dans un parc à bois, Oshwe (PIREDD/Maï-Ndombe)

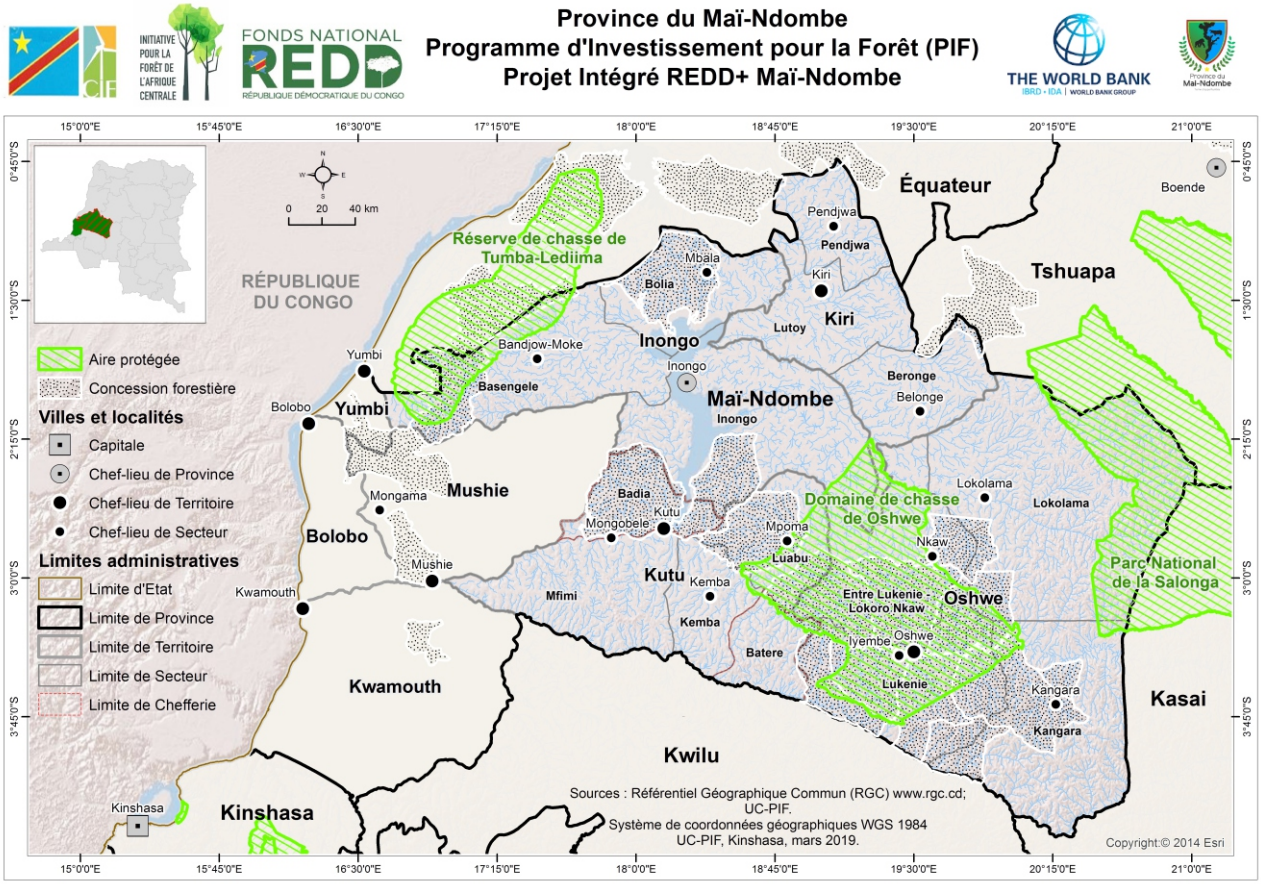
PROJET INTEGRE REDD+/MAÏ-NDOMBE

(PIREDD/MND)

Le consortium FRMi/WWC met en œuvre ce grand projet lancé en juillet 2018 avec une première tranche de 20 millions de dollars américains .

Sur fonds CAFI (Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale), à travers le Fonds National REDD (FONAREDD), le PIREDD/MND couvre une période de 5 ans (2018-2022) dont la première phase représente le montant de 18.2 millions pour la période de 2018 à 2021.

Ledit Projet est mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, agissant comme Agence de mise en oeuvre du CAFI, et constitue un financement additionnel aux activités du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) pour étendre les activités du PIREDD/Plateaux dans les 4 territoires de l'Ex-District du Maï –Ndombe (Inongo, Kutu, Kiri, Oshwe). Il est géré par la Vice-Primature/Ministère de l'Environnement et Développement Durable à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC (UC-PIF).



OBJECTIFS

Le PIREDD/Maï-Ndombe, qui s'inscrit dans la logique du Projet Intégré REDD+ de l'Ex-District des Plateaux, vise à :

- Renforcer les capacités des services techniques déconcentrés ;
- Renforcer les capacités des communautés locales et entités territoriales pour la gestion des Terroirs ;
- Appuyer la mise en œuvre des Plans de Développement Durable (PDD) et Plans Simples de Gestion (PSG) ;
- Renforcer les chaînes de valeur des cultures pérennes ;
- Réaliser des Investissements structurants d'intérêt commun ;
- Supporter les populations les plus vulnérables (Populations Autochtones) ;
- Encourager la Planification familiale.

QUELQUES REALISATIONS

La majeure partie des activités de la première phase du projet a été réalisée avec des résultats concrets et des impacts visibles sur l'amélioration des conditions de vie des communautés.
Lancée le 17 juillet 2018, la première phase de mise en œuvre des activités du Projet s'est clôturée le 31 décembre 2021 avec les réalisations évaluées à 85 % de réussite et à peu près 2.500.000 arbres plantés.

En attendant le démarrage de la seconde phase du projet prévue entre fin 2022 et début 2023, le projet travaille avec une équipe réduite pour entre autre finaliser certaines activités d'infrastructures, de planning familial, d'apiculture et de micro projets des Peuples Autochtones.

Renforcer la gouvernance afin d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles :

- 4 Plans de Développement Durable de 4 Territoires et 1 Plan de Développement Durable de la Province élaborés ;
- 480 CLD structurés/redynamisés et appuyés par le projet ;
- 480 PGRN produits et validés de manière participative.

Structuration des Terroirs et PSG validés au 31 décembre 2021

Territoire	Terroirs structurés	Terroirs cartographiés	PSG déposés	PSG validés	Structure d'accompagnement
KUTU	211	211	211	211	AMAR
INONGO	100	100	100	100	NVD
OSHWE	69	69	69	69	Congo vert
KIRI	100	100	100	100	Groupe Mika
TOTAL	**480**	**480**	**480**	**480**	

Source : Données PIREDD/MND

- Le projet a créé/redynamisé 4 CARG des Territoires (à raison de 1 par Territoire) et 15 CARG des secteurs (à raison de 1 par secteur).

Renforcer les capacités de l'Administration Déconcentrée

- Appui à l'opérationnalisation de la coordination foncière ainsi que des conseils consultatifs de l'agriculture ;
- 480 cartes de différentes emprises foncières validées.

Mettre en œuvre des investissements planifiés dans les Plans Simplifiés de Gestion



Savane mise en défens à Konkia (PIREDD/Maï-Ndombe)

- 3490 ha de plantation agroforestière installées :
  - 250 sites ont reçu les appuis du projet ;
  - 1 800 ha d'acacias sur les 2000 prévus (acacia manioc) et 1 690 ha de palmier à huile sur les 990 prévus mis en place ;
- 9 936 ha de savanes ont été mis en défens sur 20 000 ha prévus ;
- 2 194 ha des forêts mis en conservation par les communautés ;
- Par rapport à l'amélioration de la durabilité de l'agriculture en forêt, 835 ha ont été mis en place dans des jachères dégradées sur les 6000 ha prévus afin de sédentariser l'agriculture dont 720 ha de plantations de palmiers à huile et 152 ha de plantations de cacaoyers/bananiers ;
- 40 bénéficiaires des Territoires de Kiri et Kutu ont été formés en apiculture et dotés des équipements apicoles ;
- 165 ruches installées dont 50 colonisées par les abeilles ;
- 1.697.129,39 USD versés aux communautés en termes de Paiements pour Services Environnementaux (environ 33% de ce montant a été touché par les femmes bénéficiaires des activités du projet) ;
- 9 684 bénéficiaires du projet identifiés parmi lesquels 76 concessionnaires/fermiers (dont 9 fem- mes et 2 PA) et 9 608 paysans (dont 3 205 femmes et 497 PA).

Développer les chaines des valeurs des cultures pérennes

Pour ce qui est du développement et de la structuration des filières, la structure TRIAS, chargée d'animer la filière cacao, appuie trois coopératives (COOPEBAS, COOINDELO et UPINO) qui sont fortement orientées vers la filière cacao et la filière miel. Les résultats suivants ont été atteints :

- Inauguration du site de transformation du cacao ;
- Organisation des premiers tests de transformation en attendant la prochaine saison du cacao ;
- Révision des statuts des trois coopératives avec l'appui de l'organisme certificateur « FLOCERT » ;
- Développement des filières miel et piment.



Séchage de piment à Oshwe (PIREDD/Maï-Ndombe)

Réaliser les investissements d'intérêts communautaires et d'autres infrastructures structurant



- 231 km de route réhabilitée dont 125 Km sur l'axe Mushi-Mbali ;
- 21 ponts et 8 dalots construits et /ou réhabilités dont le pont métallique de Ngampoko (46 m) totalement réhabilité par le projet ;
- Équipements de transformation des produits agricoles installés :



- Mini-huilerie à Konkia (Territoire de Kutu) ;
- Fours Chorkor pour la production des poissons fumés et des claies de séchage améliorées à Kutu et Kiri ;
- Appui aux populations autochtones :
  - Un centre de transformation de cacao construit dans le Territoire d'Inongo avec l'encadrement de l'ONG TRIAS, recruté par le Projet
  - 3 coopératives de producteurs renforcées et appuyées dans le processus de certification fartrade par l'ONG Trias en convention avec le PIREDD MAÏ-NDOMBE
  - Des bacs de rouissage du manioc construits dans les Territoires de Kiri, Inongo et Oshwe par l'ONG OSAPY dans le cadre des microprojets pour les peuples autochtones (PA).
- Construction de 4 bâtiments pour les bureaux dans les 4 Territoires (Kiri, Kutu, Oshwe et Inongo).

A la fin du projet, ils seront occupés par les services techniques de l'Environnement, Agriculture, Développement Rural et Affaires Foncières. Ainsi, le projet aura contribué à la construction des bâtiments d'utilité publique dans une Province qui a un déficit en matière d'infrastructures.



Ces infrastructures structurantes permettent d'une part, de restaurer la connexion entre les territoires dans la province et d'autre part, de connecter le Maï-Ndombe avec Kinshasa, Kwilu et les autres provinces issues du découpage du grand Kasaï.

Supporter les populations les plus vulnérables

Mise en œuvre du PPA

Remise définitive des microprojets auprès des Peuples Autochtones (PA) bénéficiaires dans les trois Territoires concernés par les 6 microprojets, à savoir le Territoire de Oshwe, de Kiri et celui de Inongo. Les six microprojets sont constitués (i) d'un dépôt de stockage des produits avec une salle réservée au moulin, (ii) des canardières, (iii) d'une chèvrerie, (iv) d'une porcherie, (v) d'un rucher et (vi) d'un bac de rouissage de manioc.

L'ONG OSAPY qui est la structure technique recrutée pour l'accompagnement des trois ONG locales recrutées et appuyées pour la mise en œuvre des microprojets a complété l'acheminement des géniteurs dans tous les sites, à l'exception des sites de Beronge et Mpendjwa.

Promouvoir la planification familiale

5 785 ménages agricoles de 4 Territoires (Kiri, Kutu, Oshwe et Inongo) ont bénéficié des programmes de sensibilisation sur la planification familiale, la prévention d'Ebola et du VIH SIDA, soit près de 40 050 personnes sensibilisées.

IMPACTS DU PIREDD/MAÏ-NDOMBE AUPRES DES COMMUNAUTES

Installation de la mini-huillerie à Konkia



Depuis le mois de juillet 2021, le quotidien des populations du village Konkia, à 40 km de Nioki, dans le territoire de Kutu, a changé avec l'installation d'une mini-huilerie par le projet intégré REDD+dans la Province de MAÏ-NDOMBE(PIREDD/MAÏ-NDOMBE).

Pour le PIREDD/MAÏ-NDOMBE, la mini-huilerie fait partie des réalisations d'investissements d'intérêts communautaires et vient surtout accompagner les plantations des palmiers à huile mises en place par les bénéficiaires du projet depuis 2019.

En attendant la production des plantations des palmiers à huile mises en place, les membres de la communauté s'approvisionnent en noix de palme sur le marché local et font déjà fonctionner la mini-huilerie deux fois par semaine. Ils produisent à peu près, 100 litres d'huiles de palme de qualité supérieure à celle trouvée dans la contrée.

Sous la supervision du président du Comité Local de Développement Monsieur Mpia Nsele, la petite unité de production d'huile de palme fonctionne avec une équipe bien structurée des membres du Comité Local de Développement (CLD).

La mini-huilerie par contre n'est pas seulement réservée qu'aux membres du CLD; elle est mise à la disposition de tous les villageois qui apportent les noix de palme pour la production d'huile pour leur compte. En contrepartie, le CLD retient une quantité d'huile à chaque production des tiers, en lieu et place d'argent, vu la précarité dans laquelle vit la population.



Cette quantité retenue est vendue et l'argent contribue au fonctionnement et à l'entretien de la mini-huilerie.



Dans le souci de bien accompagner la communauté de Konkia dans le fonctionnement de la mini-huilerie, le PIREDD/MAÏ-NDOMBE a organisé une formation technique et managériale. Le CLD dispose d'un plan de gestion de la mini-huilerie qui prévoit la production ainsi que l'entretien des machines en passant par la comptabilité.



A cette phase expérimentale, les membres du CLD s'organisent pour produire 50 litres d'huile de palme par jour, soit 100 litres pour deux jours de production par semaine et vendent à 1000 fc (0.5 usd) le litre.

Tous espèrent vivement tirer profit de leurs plantations déjà en 2022-2023 afin de produire de l'huile de palme en grande quantité et créer un point de vente au lieu de continuer à s'approvisionner à Nioki à 40 km de Konkia.



Déjà, la nouvelle de cette huile de palme de qualité supérieure s'est répandue et les demandes viennent de partout, a signalé le président du CLD qui remercie le projet d'aider la population de Konkia à avoir facilement de l'huile de palme, une matière indispensable pour la cuisson des aliments, mais rare dans la zone.

Incidences des Paiements pour Services Environnementaux

1.697.129,39 dollars américains ont été versés aux communautés de 4 territoires comme incitation sous forme des Paiements pour Services Environnementaux (environ 33% de ce montant a été touché par les femmes bénéficiaires des activités du projet).

Ces paiements pour Services Environnementaux interviennent dans un environnement où la population dans l'ensemble vit dans des conditions précaires, avec les habitations sous équipées (manque des biens tels que les meubles de maison, télévisions etc…), un approvisionnement en eau potable en majeure partie dans des sources naturelles, pas d'électricité. Aussi, l'accès aux soins médicaux modernes et à l'éducation (scolarisation) est faible soit faute d'argent soit faute d'infrastructures.

La société est aussi marquée par des conflits familiaux suite aux unions de fait sans versement de la dot, alors que celle-ci est régie par l'article 361 du code de la famille qui exige le versement de la dot à la famille de la future épouse par le futur époux et sa famille.

Les 1.697.129,39 dollars américains versés aux communautés de 4 territoires ont permis d'acquérir différents types de biens, de payer les frais scolaires et les frais des soins médicaux ainsi que de payer la dot et mettre fin à certains conflits familiaux liés aux unions de fait.

Témoignages des bénéficiaires

« La présence du PIREDD/MAÏ-NDOMBE a contribué à soulager la pauvreté de notre population ; le Projet a apporté le développement, et les exemples sont légion »

Rodrigue Empoke ;
Ministre Provincial de l'Environnement,
Province du MAÏ-Ndombe.





« Le PIREDD/Maï-Ndombe m'a fourni des semences, m'a appris de nouvelles techniques d'agriculture et m'a formé sur la protection des forêts.

Avec les Paiements pour Services Environnementaux, dont j'ai été bénéficiaire, j'ai pu régulariser la dot et les relations sont maintenant bonnes avec ma belle-famille. J'ai aussi acheté du petit bétail pour ma petite ferme ».

Mputu Lobua,
cultivateur et pêcheur/Territoire de Kiri.

« Le Projet nous a appris à associer les cultures dans nos champs (Maïs, Arachides, Manioc, Palmiers à huile, Acacia). Avec l'argent des Paiements pour Services Environnementaux, j'ai versé la dot à ma belle-famille, j'ai payé la scolarité de mon petit frère et j'ai pu monter ma boutique des produits de première nécessité ».

Gloire Mpiza,
Cutivateur et Briquetier/Territoire de Kutu.





« Au début du projet, la population était sceptique et se moquait de nous. Mon mari et moi avions adhéré et l'argent reçu comme Paiement pour Services Environnementaux nous a permis de payer les frais scolaires des enfants, acheter une télévision avec panneau solaire et antenne parabolique. Nous avons aussi acheté 4 ha pour agrandir notre champ que nous continuerons à exploiter avec les palmiers à huile même après le projet. Nous avons aussi appris l'agroforesterie que nous pratiquons déjà en associant les plantes avec le manioc».

Joséphine Munduku /Territoire de Kutu.

Je souffrais du manque de plusieurs biens, et j'avais du mal à payer la scolarité de mes enfants. Avec l'arrivée du projet, j'ai appris à faire l'agriculture en protégeant nos forêts et en plantant les palmiers à huile. J'ai reçu l'argent comme Paiement pour Services Environnementaux et j'ai pu acheter une télévision, payer les frais scolaires des enfants. Avec ma palmeraie, l'avenir est garanti ; je sais que j'aurai de l'huile de palme que je vendrai pour subvenir à nos besoins.

Mbomba Nzondo agriculteur et pêcheur / Territoire de Kiri.



Vous trouverez les vidéos des témoignages sur le lien ci-dessous pifrdc.org/mediasvideos



« Le Projet profite à tout le monde ici à Konkia avec la mini-huilerie installée par le projet et gérée par le CLD. La forêt d'acacias plantée en 2019 offre déjà des bénéfices aux communautés, quatre gibiers ont été capturés dans cette forêt et les paysans y font l'apiculture. Les PSE nous ont permis de construire un bureau en matériaux durable avec toiture en tôle au bénéfice des activités du CLD et autres réunions du village à titre gratuit ».

Mpia Nsele, Président du CLD Konkia /Territoire de Kutu.

« Moi je suis enseignant et mon champ se situe très loin du village. Après les cours je n'y allais pas souvent à cause de la fatigue. Depuis l'arrivée du Projet, j'ai appris à cultiver en savane, proche de ma maison en associant les cultures vivrières aux acacias et aux palmiers à huile. Maintenant, je sais suivre mes activités champêtres après l'école. Un autre fait est que le miel coûte très cher ici à Kutu car ça provient d'Inongo. Avec le Projet, nous avons été formés en apiculture, nous avons déjà installé nos ruchers pour produire localement nos miels d'acacia. Du coté des finances, l'argent des PSE m'aide beaucoup dans mes dépenses quotidiennes et j'espère avoir plus d'argent dans trois ans avec la production d'huile de palme de ma palmeraie mise en place grâce au Projet ».



Nicodème Nke Andom enseignant/Territoire de Kutu.



« Nous avons reçu des intrants pour les cultures pérennes (cacao, Palmier à Huile) et les semences de manioc.
L'argent reçu comme PSE nous a permis individuellement de repondre à nos besoins et à titre d'action communautaire, notamment à rendre l'école secondaire de notre village viable avec des tôles (en remplacement au chaume) et des tableaux noirs ».

Nzongole Lobotshio/Territoire de Kiri.

MISSIONS DE SUPERVISION

MISSIONS DE SUPERVISION DE LA BANQUE MONDIALE

Deux missions ont été organisées dont l'une en virtuelle et l'autre en présentiel.

Mission de supervision virtuelle

Une mission du secteur environnement et ressources naturelles de la Banque mondiale s'est tenue du 18 au 25 mai 2021 de manière virtuelle suite aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19. La mission était conduite par Monsieur Pierre Guigon (Spécialiste Principal en Environnement) et comprenait Bertille Gerardine Ngameni Wepanjue (Spécialiste en Gestion Financière), Joëlle Nke Mudi (Assistante d'Equipes), Yolanda Serrano (Consultante) et Aurélie Lhumeau (Consultante) ainsi que Messieurs Raymond Lumbuenamo (Spécialiste Principal en Gestion des Ressources Naturelles), Cyrille Kengne (Spécialiste Principal en Environnement), Alexis Manirambona (Spécialiste en Environnement), Richard Everett (Spécialiste Principal en Développement Social), Donat Tunamau Vema (Spécialiste en Développement Social), Kindoki Kiaku Guy (Spécialiste en Passation des Marchés) et Franck Bitemo (Spécialiste en Communication).

Cette mission avait pour objectif (i) la supervision du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) sous financement de l'Initiative de Forêt d'Afrique Centrale (CAFI) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ; (ii) le suivi du travail de levée des conditions de mise en vigueur du Contrat d'Achat / Vente de Réductions d'Emission (CAVRE) issues du Programme de Réduction des Émissions du Maï-Ndombe; et (iii) la préparation du Projet d'Appui à l'Opérationnalisation du CAVRE

Mission de supervision en présentiel



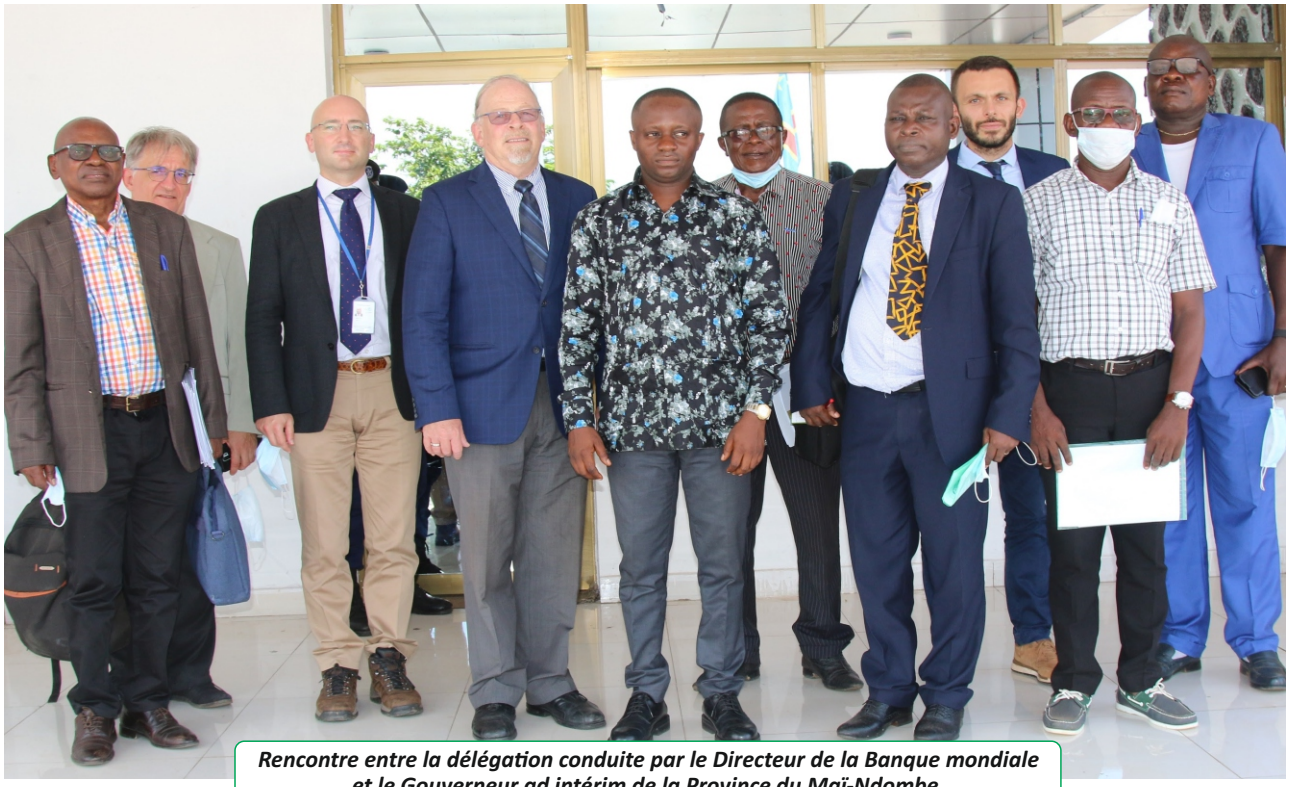
Visite de la savane mise en défens à Konkia, Territoire de Kutu, Province du Maï-Ndombe

La deuxième mission du secteur environnement et ressources naturelles de la Banque mondiale s'est déroulée en République Démocratique du Congo (RDC) du 15 au 24 novembre 2021.

La mission était composée du Directeur régional du Développement Durable monsieur Mark Lundell , du Coordonnateur des programmes infrastructures et Développement monsieur Marc Lixi ainsi que du Chargé de Mission, monsieur Pierre Guigon.

Cette mission s'est entretenue avec les autorités et les partenaires sur l'engagement de la Banque mondiale dans les thématiques du changement climatique, des forêts et de la biodiversité. Une descente de terrain dans la Province du Maï-Ndombe a par ailleurs permis au Directeur Régional et à la mission de discuter avec les autorités locales et les bénéficiaires des réalisations du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) en cours ainsi que des perspectives à venir dans le cadre du Programme de Réduction des Émissions du Maï-Ndombe.

Les principales priorités qui se sont dégagées de cette mission concernent i) la préparation d'un nouveau programme de grande envergure pour la gestion améliorée des paysages forestiers qui mettra à échelle, à l'ouest, au centre et à l'est de la RDC, les approches du PGAPF qui ont fait leurs preuves ; (ii) le renforcement du Programme de Réduction des Émissions du Maï-Ndombe avec, en priorité, la mise en œuvre du CAVRE de 55 millions USD pour permettre la continuité et la durabilité des investissements du PGAPF dans la province du Maï-Ndombe et iii) le dialogue politique renforcé entre la Banque mondiale et la RDC sur le changement climatique et la gestion durable des forêts notamment dans la perspective d'un futur appui budgétaire et de sa matrice de gouvernance.



Rencontre entre la délégation conduite par le Directeur de la Banque mondiale et le Gouverneur ad intérim de la Province du Maï-Ndombe.

EVALUATION À MI-PARCOURS DU PIREDD/MAÏ-NDOMBE

Au début du deuxième trimestre de l'année 2021, le PIREDD/MAÏ-NDOMBE a connu une évaluation indépendante conduite par des consultants recrutés par le FONAREDD. Cette évaluation était élargie à la Composante 1 du projet parent du PGAPF dit PIREDD/Plateaux. Pour le PIREDD/Plateaux, les résultats de l'évaluation montrent que la pertinence est satisfaisante avec de bons ancrages stratégiques et socio-économiques. En matière d'efficacité, les résultats sont globalement satisfaisants avec la réalisation de 87% à 122% des objectifs. L'efficience du projet est satisfaisante avec une utilisation rationnelle des ressources financières et un ratio d'efficience allant de 0,96 à 1,61. Il en est de même pour la durabilité avec la mise en place d'institutions locales de pérennisation et de concertation.

Pour le PIREDD/MAÏ-NDOMBE, les conclusions de l'évaluation démontrent que le projet, au regard des résultats enregistrés à ce jour, atteindra globalement les objectifs fixés pour la première phase. Signalons que les conclusions de cette évaluation ont convaincu les parties prenantes en vue du décaissement de la seconde tranche de financement de 10 millions USD du PIREDD/MAÏ-NDOMBE et un Financement Additionnel de 6 millions USD pour consolider les acquis du PIREDD/Plateaux.

MISSION DE SUPERVISION DU GOUVERNEUR AD INTERIM DE LA PROVINCE DU MAÏ-NDOMBE

Le Gouverneur ad interim de la Province du Maï-Ndombe, Monsieur Jack's Mbombaka, a effectué une descente sur le terrain dans les Territoires de Kutu et Mushie, la semaine du 06 au 11 Septembre 2021, pour passer en revue les réalisations du Projet Intégré REDD+ Maï-Ndombe(PIREDD/Maï-Ndombe) ainsi que s'enquérir de l'état du déploiement des activités du Fonds Additionnel FEM sur le terrain.

Les réalisations du PIREDD/Maï-Ndombe concernent le volet infrastructure avec des routes réhabilitées et des ponts construits sur l'axe Mushie-Mbali, les plantations agro-forestières et d'autres appuis aux communautés (huilerie) sur l'axe Nioki-Isaka au village Konkia.

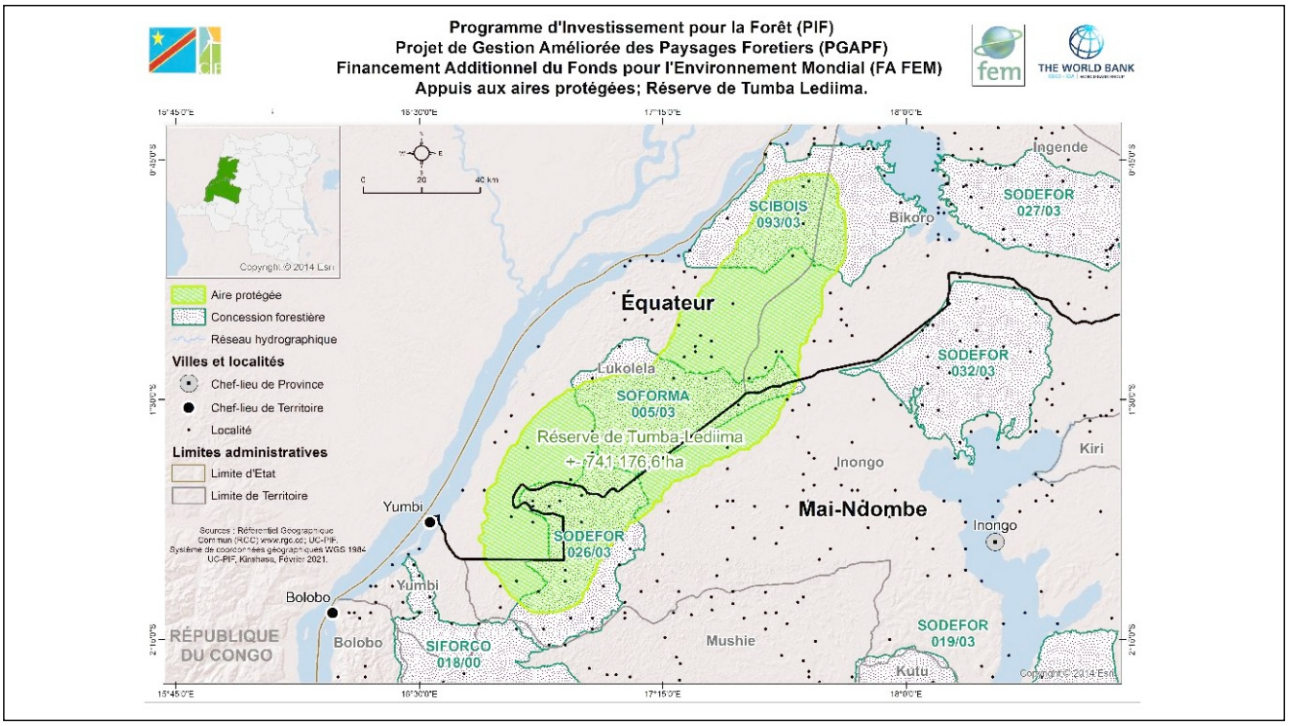
.

Les populations ont également été sensibilisées sur le PIREDD/MAÏ-NDOMBE et le Nouveau projet sous financement FEM qui doit créer de la valeur ajoutée avec la prise en compte des questions de biodiversité pour les Communautés Locales et les Peuples Auto-chtones.



Visite de la route réhabilitée sur le tronçon Mbali-Mushie par le Gouverneur ad interim de la Province de Maï-Ndombe, Monsieur Jack's Mbo Mbaka

FINANCEMENT ADDITIONNEL/FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FA/FEM)



PRÉSENTATION DU PROJET

Le Gouvernement de la République Démocratque du Congo, à travers la Vice-Primature, Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD), a obtenu du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) dont la Banque Mondiale fait office d'administrateur, un financement additionnel (FA) du PGAPF pour un montant de 6 210 046 USD en vue de renforcer les investissements en cours dans la province du Maï-Ndombe, ceci en vue de contribuer à mieux atteindre l'objectif de développement du projet parent, le PGAPF.
Le FA/FEM met un accent particulier sur la gestion de la biodiversité en étendant le champ des Plans de Développement Durable et des Plans de Gestion des Ressources Naturelles à la conservation de la biodiversité et en conduisant des études spécialisées sur la Bioprospection en faveur des communautés locales pour conserver leurs forêts. Deux protocoles d'accord de collaboration ont été signés avec deux structures de la Vice Primature / Ministère de l'Environnement (DDD et ICCN) et un contrat de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée a été signé avec le consortium FRMi-WWC pour la mise en œuvre des activités.

SOUS-COMPOSANTES ET ACTIVITÉS DU FA/FEM

Sous composantes	Activités	Mise en œuvre
Sous-Composante 1 : Meilleure prise en compte de la biodiversité et Appui au MEDD (National et Provincial)	Extension du champ des Plans de Développement Durable et des Plans Simples de Gestion en mettant l'accent sur les aspects de conservation de la biodiversité	MOD
	Conduite des études spécialisées sur la Bioprospection en faveur des communautés locales pour conserver leurs forêts. Formation des experts de la DES (DDD)	DDD
	Finalisation de la stratégie nationale et projet de Décret sur la Bioprospection	DDD
	Micro projet pilote sur la Bioprospection dans le Maï-Ndombe	DDD
Sous-Composante 2 : Mise en œuvre des investissements planifiés dans les PSG et leur Suivi	Attribution de deux CFCL (acquisition des concessiont documents juridiques y afférents) Accompagnement des CFCL (mise en place des comités de gestion, délimitation, Inventaires forestiers, rédaction PSG, Statuts, missions autorités…) Préparation des deux sous-projets REDD+ Communautaires (Identification de deux CLD, consultation, montage du projet, enregistrement auprès de la structure) Mise en œuvre de deux sous-projets REDD+ communautaires Mise en œuvre des investissements en accord avec les politiques de sauvegardes de la BM Développement des PLD en accord avec les politiques de sauvegardes de la BM Renforcement des capacités SIG dans le cadre des PSG	MOD
Sous-Composante 3 : Soutien aux communautés vulnérables	Appui à la Consultation des PA pour l'identification des nouveaux micros projet des PA Complément Financement des 6 microprojets et provision financement autres identifiés au cours de la mise en œuvre Mise en place d'au moins deux forêts communautaires des PA	MOD
Sous-Composante 4 : Appuis aux aires protégés	Renforcer les capacités institutionnelles de l'ICCN au niveau central et local	ICCN
	Mettre en place un dispositif de co-gestion avec les communautés locales	
	Matérialisation participative des limites de la R éserve (enquête socio-économique, cartographie,…)	
	Renforcer les capacités de contrôle et prendre en charge les coûts opérationnels de la Réserve	
	Mise en place des infrastructures de base	

CONTRAT AVEC LE CONSORTIUM FRMI-WWC: PGAPF/FEM MAÏ-NDOMBE

Le FA/FEM proposé, en tandem avec le FA/CAFI (PIREDD/MND), met en œuvre une approche territoriale cohérente et coordonnée pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dans la Province du Maï-Ndombe en :

- Renforçant les capacités des autorités locales, des Comités Locaux de Développement (CLD) et des Conseils Agricoles et Ruraux de territoires (CART) pour soutenir les exercices de planification de l'utilisation des terres au niveau des villages ;

- Et en soutenant les administrations déconcentrées formées et motivées pour suivre et soutenir la gestion communautaire des forêts.

Un appui est fourni pour l'élaboration de centaines de Plans de Gestion au niveau des CLD (jusqu'à 760), dont 600 dans le District de Maï-Ndombe et le reste dans le District des Plateaux, ainsi que pour leur mise en oeuvre, y compris l'appui pour la mise en place des forêts communautaires.

Le FA/FEM apportera des ressources supplémentaires à la Province du Maï-Ndombe pour :

- Aider à réduire les émissions de carbone avec un accent particulier sur la foresterie gérée par la communauté ;

- Assurer une prise en compte adéquate de la conservation de la biodiversité ;

- Accorder une attention particulière au travail avec les Peuples Autochtones dans la gestion de leur propre biodiversité / ressources forestières;

- Et fournir des ressources supplémentaires pour le développement de la capacité politique et réglementaire aux niveaux national et provincial.

QUELQUES REALISATIONS

Renforcer la gouvernance afin d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles

Par rapport à la meilleure prise en compte de la biodiversité, le projet vise à (i) réaliser le mapping des forêts, (ii) réaliser les inventaires multi ressources et (iii) conduire les travaux de bio prospection.

Les activités suivantes ont été réalisées :

- Identification dans 75 Terroirs des sites de haute valeur de conservation (HVC) qui vont servir aux inventaires multi-ressources ;

- Organisation de l'atelier Provincial sur les HVC regroupant les différents acteurs impliqués dans la gestion de la biodiversité (ICCN, WWF, DIAF, Gouvernement Provincial, Administration Provinciale de l'Environnement, Conseil Consultatif Provincial des Forêt) ;

- Identification de 4 Groupements pour la création de 2 CFCL ;

- Recrutement de l'ONG ANAPAC comme prestataire chargé d'encadrer les 4 Groupe-ments dans la constitution des dossiers des CFCL et obtention du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) des communautés ;

- Voyage d'échange des experts du projet ainsi que 4 chefs de groupement dans la Province du Maniema afin de permettre aux Autorités Administratives et Coutumières de la Province du Mai-Ndombe ainsi qu'au staff du FA-FEM de comprendre l'importance d'une Concession des Communautés Locales ;

- Les dossiers du groupement Mpenge (Inongo) et du groupement Mbantin (Kutu) ont été retenus pour la préparation et la mise en œuvre des deux sous-projets REDD+ Communautaires. Ces deux dossiers seront soumis à la CN-REDD pour homologation.

COLLABORATION AVEC L'ICCN : APPUI AUX AIRES PROTÉGÉES

Les fonds du FEM sont aussi utlisés pour soutenir les investissements sur le terrain dans les aires protégées, la priorité pour l'ICCN est de réaliser des investissements dans la réserve naturelle Tumba Lediima. L'UC-PIF agissant comme maître d'ouvrage assure la gestion fiduciaire, le suivi et évaluaation du Projet; et l'ICCN, comme bénéficiaire a en charge la mise en œuvre des activités du projet.

Le montant de l'appui du FEM est d'un million quatre cent mille dollars américains (1.400. 000,00 USD).

QUELQUES REALISATIONS

Le lancement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), et les acquisitions ont matérialisé le protocole de collaboration signé le 8 décembre 2020 pour l'appui à la Réserve Naturelle Tumba Lediima.

Le démarrage de la mise en œuvre était conditionné par le déploiement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans la zone d'intervention, qui est intervenu le 31 mai 2021 à la suite de la mission conjointe de l'Expert en charge des sauvegardes de l'UC-PIF et l'Expert de l'ICCN.



En plus de cette activité, les activités suivantes ont été réalisées :

- Appui en fourniture internet à la Direction Générale de l'ICCN : 13 modems ;
- Appui en matériels informatiques : 24 lap-top,19 desk-top,22 imprimantes,19 onduleurs et 18 stabilisateurs ;
- Appui en équipement des écogardes (kit composé de chemise+pantalon, chapeau, singlet, paire de chaussettes, paire de bottines et tente) ;
- Appui à la participation du Directeur Général de l'ICCN à la COP 26 tenue à Glasglow.

COLLABORATION AVEC LA DIRECTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DDD) : APPUI AU MEDD (NATIONAL ET PROVINCIAL)

Le Financement Additionnel sur les ressources du Fonds Mondial pour l'Environnement sert à appuyer la Vice Primature Ministère de l'Environnement et Développement Durable aux niveaux national et provincial.
L'UC-PIF agissant comme Maître d'Ouvrage assure la gestion fiduciaire, le suivi et évaluation du Projet, et la Direction du Développement Durable (DDD) comme bénéficiaire aura en charge la mise en œuvre des activités du Projet.
Le montant de l'appui du FEM est de cinq cent mille dollars américains (500. 000,00 USD).

QUELQUES REALISATIONS

La collaboration a été efficace en 2021, en termes de renforcement de capacité des experts de la Division des Services Environnementaux / Direction de Développement Durable et des acquisitions :



- 17 Experts de la DSE ont été formés sur les outils de collecte des données à travers notamment le logiciel Kobo Collect (formation sur la Géocapacitation) ;
- Appui en équipements informatiques : 5 ordinateurs portables accompagnés de modems ;
- Appui en véhicule 4x4 tout terrain pour le suivi des activités sur le terrain.

Elaboration et mise en œuvre des micro-projets pilotes sur la Bioprospection dans la Province du Maï-Ndombe

Le financement du FEM envisage de mettre en exergue la question de la diversité biologique et des ressources génétiques du Territoire de Kutu dans la Province du Maï-Ndombe. Il faut noter que la République Démocratique du Congo possède un vaste territoire en diversité biologique et en ressources génétiques. Plus de 70% de sa population vit en milieu rural et dépend des ressources naturelles. Cette population rurale a développé des connaissances traditionnelles axées sur ces ressources génétiques dont plusieurs intéressent la recherche scientifique et l'industrie pharmaceutique.

Malheureusement, la majeure partie de ces connaissances reste inexploitée faute d'encadrement et de documentation. A travers l'élaboration et la mise en œuvre des Micro-projets pilotes sur la Bioprospection dans la Province du Maï-Ndombe, Territoire de Kutu, le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), sur les ressources du Fonds pour l'Environnement Mondiale (FEM), veut appuyer les communautés à valoriser leurs connaissances traditionnelles axées sur les ressources génétiques.

En effet, l'UC-PIF est en processus de recrutement du Centre Étude des Subsistances Naturelles d'Origine Végétale (CESNOV) de l'Université de Kinshasa, afin que ce dernier assure l'assistance technique dans la mise en œuvre de ces deux micro-projets sur la Bioprospection, et le renforcement des capacités des experts de la DDD.

Une mission d'identification des communautés locales pour la mise en œuvre de ces projets pilotes est prévue au début de l'année 2022 avec pour but d'assurer un transfert des connaissances et un renforcement des capacités des experts de la DDD.

Il est à noter que la bio prospection est une activité technique très déterminante qui doit être réalisée en amont de toute initiative se rapportant aux services environnementaux, non seulement en identifiant et en localisant les activités liées à ces derniers, mais aussi en les valorisant et en les encadrant. Le choix du Territoire de Kutu se justifie essentiellement par le fait qu'il réunit toutes les conditions nécessaires pour la mise en œuvre de deux microprojets pilotes sur la Bioprospection, prévus dans le cadre de l'appui du PIF sur les ressources du FEM. Aussi, le MOD FRMi-WWC met en œuvre les activités relatives aux microprojets REDD+ dans le même Territoire. Ainsi, les activités sur la Bioprospection qui vont toucher les mêmes communautés que celles appuyées par le MOD, pourront apporter une plus-value aux investissements en cours, en les diversifiant.

Cette activité va contribuer à atteindre l'un des objectifs du projet notamment celui de soutenir la gestion des ressources naturelles au niveau communautaire conformément au protocole d'accord de collaboration signé entre l'UC-PIF et la DDD.

LE PIREDD/MBKIS

La préparation du « *Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS)* » appuyé par la Banque Africaine de Développement a démarré en février 2012 et le don de préparation a été mis en place en octobre de la même année. L'approbation du projet par le sous-comité du PIF est intervenue en août 2013 et par le Conseil d'Administration de la BAD en septembre 2013 pour un montant de 21,5 millions de dollars américains. La signature du protocole d'accord du don est intervenue en août 2014. Le projet est mis en œuvre par la Vice-Primature/Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF) avec le pilotage assuré par le Comité National REDD+.

Suite à la requête du Gouvernement de la RDC, formulée par le Ministre des Finances, en sa qualité de Gouverneur Pays, la BAD a accordé en novembre 2018 l'extension de la date de clôture pour la demande de décaissement des ressources du Don en rapport avec le PIREDD/MBKIS jusqu'au 30 juin 2021.

Les ressources du projet étant encore disponibles pour la poursuite et la mise en oeuvres des activités, la BAD a accordé son avis de non-objection pour la prolongation du projet jusqu'au 31 décembre 2022.



LE PROJET INTEGRE REDD+ DANS LES BASSINS DE MBUJI-MAYI/KANANGA ET DE KISANGANI (PIREDD/MBKIS)

OBJECTIF DU PIREDD/MBKIS

L'objectif global du PIREDD-MBKIS est celui de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) issues de la déforestation et de la dégradation des forêts tout en luttant contre la pauvreté.
Spécifiquement le projet vise à : (i) mettre en place 8.500 ha des forêts naturelles sous plans simple de gestion durable, (ii) réaliser 3.000 ha de boisements territoriaux, (iii) réaliser 5 545 ha des plantations pures essences à croissance rapide, (iv) mettre en place 3 440 d'agroforesterie et (v) 3 200 d'enrichissement, (vi) mettre 2.905 ha de forêt classée de Masako sous Plan Simple de Gestion, (vii) vulgariser 15000 Foyers Améliorés, (viii) aménager 50 km de parcours pedestre à Masako, (ix) aménager 20 km² de site touristique, etc.

LES COMPOSANTES DU PIREDD/MBKIS

Le **PIREDD/MBKIS** comprend les deux composantes techniques ci-dessous et une composante de gestion.

Composante 1 : Appui à la gestion durable des forêts

- Réhabilitation des forêts dégradées ;
- Réalisation des plantations forestières ;
- Encadrement de la filière bois-énergie ;
- Renforcement des capacités.

Composante 2 : Appui à l'agriculture durable et à la sécurisation foncière

- Promotion des pratiques agricoles durables ;
- Promotion des plans locaux d'utilisation des terres ;
- Appui au mécanisme de sécurisation foncière ;
- Mesures d'accompagnement des plans de développement.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la 2ème composante technique du projet, il est prévu l'encadrement de la filière bois énergie pour contribuer à la réduction de la consommation du charbon et à la baisse de la demande du bois-énergie au sein des ménages. Pour ce faire, le projet va démarrer les activités prévues pour ce volet. Il s'agit notamment : (i) de la sensibilisation des ménages ; (ii) de la diffusion de 15 000 foyers améliorés en raison de 5 000 foyers par ville ; (iii) de la formation des producteurs locaux des foyers améliorés. Pour le projet, les activités prévues dans son volet filière bois-énergie vont contribuer à réduire sensiblement la pression démographique sur les forêts.

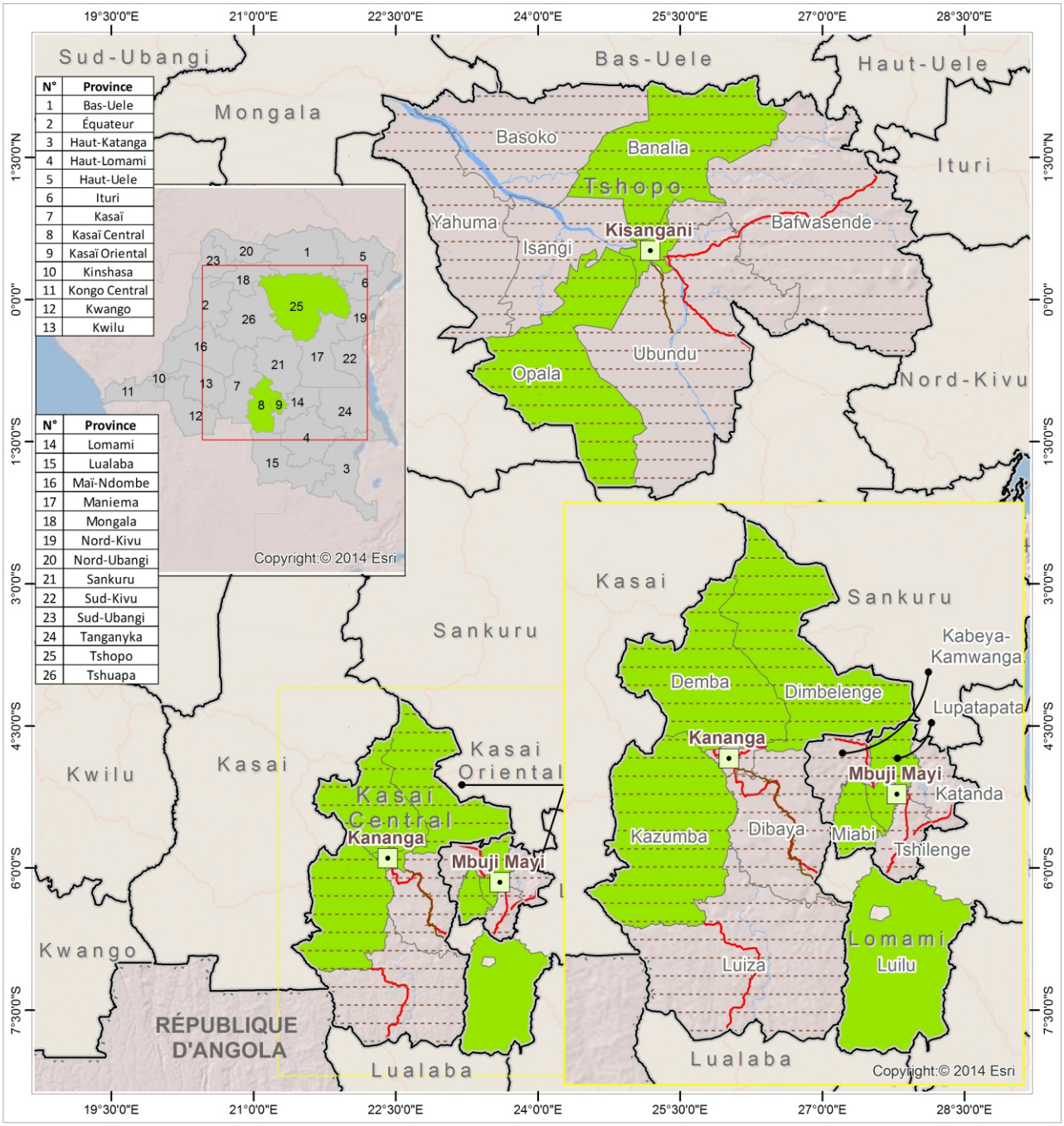


Pépinière communautaire, Bassin de Kisangani

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

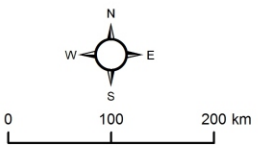
Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)

Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS)



N°	Province
1	Bas-Uele
2	Équateur
3	Haut-Katanga
4	Haut-Lomami
5	Haut-Uele
6	Ituri
7	Kasaï
8	Kasaï Central
9	Kasaï Oriental
10	Kinshasa
11	Kongo Central
12	Kwango
13	Kwilu

N°	Province
14	Lomami
15	Lualaba
16	Maï-Ndombe
17	Maniema
18	Mongala
19	Nord-Kivu
20	Nord-Ubangi
21	Sankuru
22	Sud-Kivu
23	Sud-Ubangi
24	Tanganyka
25	Tshopo
26	Tshuapa



- Chef-lieu de Province
- Voie ferrée
- Réseau routier
- Limite de Territoire
- Limite de Province
- Limite d'Etat

PIREDD MBKIS

- Zone d'intervention du projet
- Province concernée par le projet

Source : Référentiel Géographique Commun (RGC)
Système de coordonnées géographiques WGS 1984. UC-PIF, Kinshasa, Avril 2019.

PIREDD/MBKIS : BASSIN DE MBUJI-MAYI

Le bassin de Mbuyi-Mayi couvre deux provinces à savoir la Province du Kasaï-Oriental et la Province de la Lomami. Les sites d'exécution du projet ont été choisis suivant les axes Mbuji-Mayi/Miabi, Mbuji-Mayi/Mabaya et Mbuji-Mayi/Mwene-Ditu. Les Territoires concernés sont : Miabi (Bena Luanga) ; Lupatapata (Mabaya et Kankelenge), Luilu (Katabaye et Luputa). Les activités du projet ont été lancées en août 2019 à l'issue du premier Comité Provincial de Pilotage tenu à Mbuji-Mayi. Elles sont mises en œuvre par La Fondation Daniel Madimba (FDM), une Ong locale de Droit Congolais, agissant comme Agence Locale d'Exécution pour une période de 3 ans, soit de 2019 à 2022, avec un suivi quotidien assuré par la Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS Mbuji-Mayi.



Plantation agroforestière du Prestataire CICM, site de Luputa, Territoire de Luilu, Province de Lomami. (Bassin de Mbuji-Mayi)

QUELQUES REALISATIONS

COMPOSANTE 1 : Gestion durable des forêts

- 49 contrats signés pour la réalisation de 2 600 ha de plantation.
- 1 781 ha de plantation mis en place

COMPOSANTE 2 : Appui à l'agriculture durable et à la sécurisation foncière

- 24 contrats signés avec les prestataires pour 480 ha ;
- 5 conventions avec les CLD pour la mise en place de 960 ha dont les travaux sont en cours.

Autres activités :

- Visite des réalisations du Projet par les membres du Comité Provincial de Pilotage sous la conduite des Ministres provinciaux de l'Environnement des provinces du Kasaï-Oriental et de la Lomami.



Les Ministres provinciaux en charge de l'Environnement et la societé civile du Kasaï Oriental et de la Lomami ont visité les activités du projet



Visite d'une plantation à Luputa, Province de la Lomami.

Témoignage du Bénéficiaire



Monsieur Saintré Mutombo Mulumba expérimente les activités du PIREDD/MBKIS dans le bassin de Mbuji-Mayi à Katabayi dans la Province de Lomami.

A travers son ONG, Association des Bâtisseurs du Kasaï (ABK), Monsieur Saintré Mutombo Mulumba s'est engagé depuis 2020 avec le Projet pour réaliser 50 hectares d'acacias.

28 hectares ont été plantés en afforestation et 22 en association acacia-niébé.

La récolte des niébés a été fructueuse avec 300 kilos récoltés par hectare soit 6600 kilos de niébés dont une partie a été redistribuée aux employées en compensation du travail rendu dans la plantation et une autre partie vendue pour répondre aux dépenses de l'ONG.

Après avoir réalisé un voyage à titre personnel aux Plateaux des Batékés, Monsieur Saintré Mutombo Mulumba est rentré avec des idées éclairées de l'aboutissement de l'approche du Projet. Il croit fermement aux approches du PIREDD/MBKIS et encourage les paysans à s'y impliquer.

Avec le PIREDD/MBKIS, nous introduisons la culture du miel et des arbres fruitiers, c'est une innovation pour nous et la communauté est fortement appliquée. J'emploie des paysans qui sont rémunérés et qui prennent plaisir à travailler pour la réussite des activités.

Personnellement ce projet est bénéfique pour moi, je vais créer une forêt aménagée d'acacias avec tous les avantages, récolter du miel et des chenilles, produire du charbon etc...

Le plus grand défi reste les feux de brousse. Maintenir et protéger la forêt d'acacias des feux de brousse. Je pense qu'il faut conscientiser et sensibiliser la population mais surtout installer les coupe-feux.

PIREDD/MBKIS : BASSIN DE KANANGA

Le bassin de Kananga couvre trois Territoires à savoir : le Territoire de Demba, Dimbelenge et Kazumba dans la Province du Kasai Central. Lancées officiellement en Juillet 2019 à l'issue du premier comité provincial de pilotage tenu à Kananga, les activités sont mises en œuvre par le consortium des ONGs de la société civile CEILU – APROBES et KASAI VERT récruté comme Agence Locale d'Exécution « ALE » pour une période de 3 ans, soit de Mai 2019 à Mai 2022. La Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS basée à KANANGA assure un suivi quotidien des activités.



QUELQUES REALISATIONS

COMPOSANTE 1 : Gestion durable des forêts

- 1079 ha plantés sur les 1 745 ha attendus ;
- 31 contrats signés pour l'afforestation avec les essences à croissance rapide.

COMPOSANTE 2 : Appui à l'agriculture durable et à la sécurisation foncière

- 1 244 ha mis en place avec les petits concessionnaires sur les 1 305 ha d'agroforesterie attendus ;
- 194 ha mis en place avec les communautés structurées en CLD sur 295 ha prévus.

Autres activités :

- Visite des réalisations du Projet par les membres du Comité Provincial de Pilotage sous la conduite du Ministre Provincial de l'Environnement de la Province du Kasaï Central.



Plantation d'acacias au site du prestataire AGRI EL SERVICES, site de Mbayi (Axe Kananga-Munkamba-Dimbelenge), Bassin de Kananga.

Le Bassin de Kisangani comprend la ville de Kisangani et son hinterland (secteur de Lubuya-Bera), Bengamisa et Panga/Site des Peuples Autochtones (axe Kisangani-Banalia, Territoire de Banalia), ainsi que Yaleko et Lieke-Lesole/Site des Peuples Autochtones (axe Kisangani-Opala, Territoire d'Opala) dans la Province de la Tshopo.

Lancées en Juillet 2019 à l'issue de la première réunion du Comité Provincial de Pilotage tenue à Kisangani, les activités sont mises en œuvre par le Consortium de 3 ONG de droit congolais, à savoir OCEAN, OSAPY et ADIKIS, recruté comme Agence Locale d'Exécution (ALE) pour une période de 3 ans, soit de 2019 à 2022. Le suivi quotidien des activités est assuré par la Coordination Provinciale du PIREDD/MBKIS basée à Kisangani.



QUELQUES REALISATIONS

COMPOSANTE 1 : Gestion durable des forêts

- 596,55 ha mis en place sur les 1 200 ha prévus (417,55 par les prestataires et 179 par les CLD) ;
- 51 contrats signés avec les prestataires privés pour la réalisation de 911 ha ;
- 26 contrats signés avec les CLD pour la réalisation de 289 ha .

COMPOSANTE 2 : Appui à l'agriculture durable et à la sécurisation foncière

- 252,77 ha mis en place par le CLD sur les 400 ha des plantations prévus



PIREDD/MBKIS : REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET

Une mission du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a été effectuée du 01 au 09 mars 2021 pour la revue à mi-parcours du Projet. Dirigée par Madame Célestine MENGUE MEDOU, chef de projet, la mission était composée de Madame Sylvie MBUYI, Assistante de décaissement, de Monsieur Vurse-Arsène LOSSOMBOT, Expert principal en gestion financière, de Monsieur Daniel MARINI, Chargé des acquisitions et de Monsieur Habib DIEDHIOU, Consultant en sauvegardes environnementales et sociales.

Suite à la pandémie de la Covid 19, la mission a été organisée de manière virtuelle.
Les discussions et séances de travail de la mission ont concerné essentiellement la revue technique et fiduciaire du projet, la gestion administrative, la gestion financière, la passation des marchés, les décaissements, les sauvegardes environnementales et sociales, le genre, le suivi-évaluation externe et les questions transversales. Les principales difficultés et/ou contraintes ont été évoquées avec proposition d'ajustement ; des conclusions assorties des recommandations ont été proposées.

Spécifiquement les discussions des questions transversales ont abouti aux actions suivantes :

- La prorogation du projet en tenant compte des activités restantes et des ressources disponibles : suite à la demande de prorogation soumise par le Gouvernement, la Banque a accordé la prorogation du projet jusqu'au 31 décembre 2022 ;

- Le financement des activités liées aux sauvegardes environnementales et sociales et de celui des activités du suivi de mise en œuvre du PGES, suscité par la question de l'importance de la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale.



Réunion avec madame la chargée de projet de la BAD (Photo d'illustration)



Réunion avec madame la chargée de projet de la BAD (Photo d'illustration)

SUPERVISION ET APPUI TECHNIQUE DE L'UC-PIF

Sauvegardes Socio-Environnementales

Conformément au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), la caractérisation ou screening est l'étape de base avant la mise en œuvre des investissements du projet. Elle est réalisée par les Agences Locales d'Exécution dans les différentes zones d'intervention du projet.
Au cours de l'année 2021, sur la base des screening réalisés, des instruments spécifiques produits pour la construction des bâtiments ont été utilisés par les entreprises BAJAC et Fontana dans la Province du Maï-Ndombe. Leurs rapports de fin chantier ont été produits et jugés satisfaisants. La mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social des axes routiers, ponts et digues a été faite par l'Office des Routes.

L'approche de mise en oeuvre des projets du PIF prévoit la structuration des communautés et la mise en place des organes de gouvernance locale, notamment les Comités Locaux de Développement (CLD) avant le déploiement des activités. Au total, 462 CLD ont été structurés/redynamisés dans le cadre du PGAPF (413 CLD) et PIREDD/MBKIS (49 CLD) projets. L'ambition du programme est de permettre à ces structures de gouvernance de devenir de vrais répondants au niveau des Terroirs villageois pour toutes les questions qui concernent le développement, notamment la gestion des ressources naturelles et ce, dans une perspective longue.

PLAN EN FAVEUR DES PEUPLES AUTOCHTONES

Les activités du Plan en Faveur des Peuples Autochtones ont été mises en œuvre par les ONGs locales OR BLANC, FONDATION NSELALA et SOLIDARITE POUR LA PROMOTION DES FEMMES AUTOCHTONES (SPFA) à Inongo (Loile, Mombokonda, Ikita), Kiri (Berongo, Mpendjwa) et Oshwe (Lokongo) avec l'assistance technique de l'OSAPY, une structure membre de la plateforme du Groupe de Travail Climat REDD Rénové, recrutée comme assistant technique.
Durant l'année 2021, les infrastructures identifiées dans le Plan en faveur des Peuples Autochtones ont été construites. Au total six dépôts de stockage des produits dont une salle abritant un moulin, six canardières, six chèvreries, six porcheries, six bacs de rouissage de maniocs et six ruchers avec un total de 400 ruches sont mis à la disposition des Peuples Autochtones. Cette activité commencée avec le PIREDD/MAÏ-NDOMBE se poursuivra en 2022 grâce au Projet sous financement FEM avec la finalisation et l'introduction des géniteurs restants.

VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Un consultant a été recruté, après la réalisation de l'étude sur la cartographie des services VBG, en vue de réaliser la formation sur le renforcement des capacités du personnel du PIREDD/MAI NDOMBE en gestion des risques VBG et l'appui à l'organisation des activités de sensibilisation communautaire sur les aspects VBG y compris les EAS/HS dans l'ex district du Maï-Ndombe. D'autres parties prenantes ont aussi été formées. Il s'agit des membres du Projet, des membres des organisations de la société civile ainsi que ceux des services techniques impliqués dans la mise en oeuvre du projet. Ces derniers étaient renforcés et outillés en vue de prévenir les potentiels abus et exploitation sexuels dans la mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier. Des posters ont été produits pour la sensibilisation des communautés.









MISSION DE SUPERVISION

Quatre missions de supervision des sauvegardes ont été réalisées par l'UC-PIF dont deux pour les projets appuyés par la Banque Mondiale et deux pour le projet appuyé par la BAD.

Concernant les projets appuyés par la Banque mondiale, ces missions ont consisté au lancement du Mécanisme de Gestion des Plaintes respectivement dans la Réserve Naturelle Tumba Lediima pour le compte du Projet PGAPF/Fonds pour l'Environnement Mondiale, résultant du partenariat signé avec l'ICCN et le suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social des chantiers exécutés par le PIREDD/Maï-Ndombe.

Pour ce qui est du PIREDD/MBKIS, un accompagnement technique en termes des sauvegardes a été effectué dans les bassins de Kananga et de Mbuji Mayi.

La BAD qui appuie le PIREDD/MBKIS a réalisé la revue à mi-parcours du projet. Cette mission a permis de dégager des fonds nécessaires pour la mise en œuvre des instruments des sauvegardes du PIREDD /MBKIS. Globalement, les conclusions de ces différentes missions de suivi et de supervision ont été jugées satisfaisantes du point de vue de la mise en œuvre des instruments des sauvegardes.

MECANISME DE GESTION DES PLAINTES (MGP)

Le MGP est un outil de bonne gouvernance qui vise à prévenir, neutraliser et résoudre les tensions et conflits entre parties prenantes (spécifiquement entre ALE/porteurs de projets et communautés locales, entre les membres d'une communauté elles-mêmes, etc.).



Pour son opérationnalisation durant l'année 2021, des ateliers de lancement ont été organisés dans le bassin de Kisangani, pour le PIREDD/MBKIS et dans la Réserve Naturelle Tumba Lediima, pour le PGAPF/FEM. Des posters de sensibilisation ont été distribués durant les réunions de sensibilisation et plusieurs émissions de sensibilisation ont aussi été produites avec des radios partenaires. Des activités d'itinérances avec une participation active des services techniques ont été réalisées au niveau provincial.

Pour ce qui est du suivi de la mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes, aucune plainte à caractère VBG n'a été enregistrée durant l'année.

Concernant les plaintes ordinaires, des guichets de perception des plaintes sont ouverts et opérationnels sur le terrain. Depuis le début des activités sur le terrain, le PIREDD/MBKIS, le PIREDD/MND et le PGAPF/FEM ont enregistré 99 plaintes dont 73 résolues, soient 74 % du taux de résolution des plaintes.



MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

Le PIREDD/Maï-Ndombe intervient en accord avec les principes généraux de la REDD et de la lettre d'intention signée entre le Gouvernement de la RDC et le CAFI avec notamment une gestion participative et transparente des activités.

Au niveau de l'échelon supérieur de la Province, le Gouverneur ad interim a effectué une mission d'itinérance pour le suivi des activités durant l'année. Il a été observé aussi la participation des Administrateurs de territoire.

Aux échelons inférieurs, le PIREDD/Maï-Ndombe a mobilisé les personnels des Services Techniques (Agriculture, Environnement, Intérieur, Affaires foncières et Développement rural) des Territoires pour le suivi des activités sur le terrain à travers de Bons de commande. A cela s'ajoutent plusieurs réunions des CARG et CLD organisées avec les appuis du projet au cours de l'année 2021.

Une participation active des services techniques au niveau local a été constatée avec un total de 235 bons de commande émis pour le suivi des activités sur le terrain.

Concernant les plateformes multisectorielles, les Conseils Agricoles Ruraux ont aussi participé à plusieurs missions de suivi et des réunions d'orientation pour la mise en œuvre des activités. Au total, 21 réunions ont été tenues et plus de 30 bons de commande ont été émis pour les missions sur le terrain.

Les résultats de ces missions ont permis d'apprécier la participation active des services techniques au niveau de la base en vue d'une appropriation du projet. La participation des services locaux permettra ainsi une pérennisation et une continuité des acquis du projet après la clôture.

Aussi, le projet s'appuie sur les radios communautaires pour atteindre une masse critique de personnes, avec 33 contrats signés dont 8 pour le PIREDD/MND et 25 pour le PIREDD/MBKIS. Il sied de noter que sur les 8 radios partenaires du PIREDD/MND, 7 radios ont clôturé leurs activités durant le premier trimestre et le partenariat a été signé avec la 8 ième radio pour la continuité des activités de sensibilisation, dans un contexte de clôture de la première phase du projet.

Dans l'ensemble le PIREDD/MND a enregistré 770 heures d'émissions relatives aux activités du projet durant l'année. Par ailleurs, les contrats signés au cours du dernier trimestre avec PIREDD/MBKIS ont été opérationnels à partir de Novembre pour le Bassin de Kisangani et Décembre pour les Bassins de Mbuji-Mayi et de Kananga.

IMPLICATION ET APPROCHE GENRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS

Les activités de toutes les composantes techniques ont été mises en œuvre selon l'approche ménage.

Cette approche sous-entend la participation des femmes autour du chef de ménage et en particulier son implication dans les différentes activités à travers la consultation, l'obtention du CLIP, les activités de préparation de terrain, les sensibilisations, les réunions, le choix et la mise en place des plantations ainsi que la participation dans la prise de décision sur les PSE reçus au niveau de ménages.

Néanmoins il a été enregistré un taux de participation féminine directe dans les activités du projet avec une moyenne générale de 34%.



Pour ce qui est des bénéficiaires, le projet a enregistré un total de 33% de femmes ayant bénéficié des appuis directs du projet.

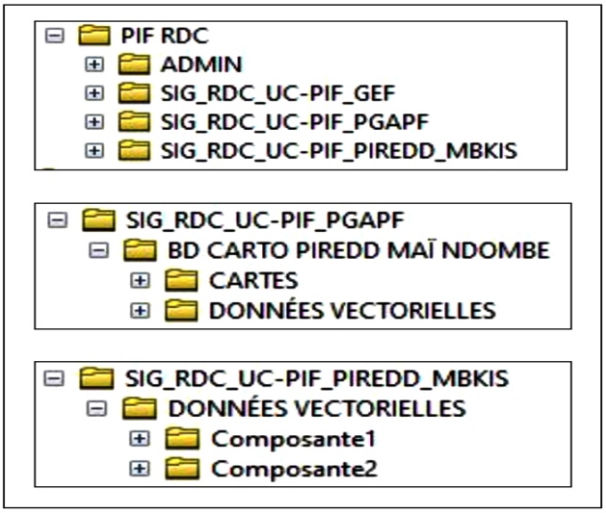
S'agissant de la prise en compte des questions des Violences Basées sur le Genre (VBG), le programme n'a enregistré aucune plainte en rapport avec les VBG. Le programme privilégie l'approche qui bannit toute action susceptible de pousser à des violences sous toutes les formes auprès des femmes et impose la signature du code de bonne conduite par les personnes travaillant directement avec le projet.

Système d'Information Géographique (SIG)

Le déploiement d'un Système d'Information Géographique (SIG), comme outil de suivi-évaluation et d'aide à la décision du PIF, a permis de poursuivre :

- La cartographie des réalisations des projets,
- L'évaluation, l'analyse, la correction et la validation des données géographiques et vectorielles générées par la mise en œuvre des activités de projets sur le terrain,
- La production des cartes et des

Base de données



QUELQUES RÉALISATIONS

PIREDD MAÏ-NDOMBE

- Analyses des fichiers cartographiques produits dans le cadre de l'élaboration des Plans de Gestion des Ressources Naturelles des terroirs villageois (limite des terroirs, occupation du sol, affectation des terres, tenure foncière et gestion coutumière) ;
- Analyse des fichiers cartographiques des investissements réalisés en agroforesterie et dans les mises en défens des forêts et des savanes dans les 4 territoires du projet (Kutu, Kiri, Inongo et Oshwe) ;
- Suivi à distance de l'évolution des activités du PIREDD Maï-Ndombe sur Kobo Collect ;
- Suivi spatial de l'évolution des plantations réalisées dans le cadre du PIREDD Maï-Ndombe.

PIREDD/MBKIS



- Formation des staffs des Agences Locales d'Exécution (ALE) et ceux des Coordinations Provinciales du PIREDD/MBKIS en géocapacitation, notamment sur l'utilisation l'application Kobo Tool box / Kobo Collect pour le suivi des activités du projet à temps réel ;
- Mise à niveau des staffs des Agences Locales d'Exécution (ALE) et ceux des Coordinations Provinciales du PIREDD/MBKIS sur l'utilisation du GPS, pour le mesurage, la cartographie et la validation des plantations réalisées par le projet ;
- Analyses, validation et production des fichiers cartographiques des plantations réalisées dans le cadre du PIREDD/MBKIS bassin de Mbuji-Mayi/Kananga, Bassin de Kisangani ;- Préparation de l'élaboration des Plans d'utilisation des terres pour le bassin de Mbuji-Mayi ;
- Suivi à distance de l'évolution des activités du PIREDD/MBKIS sur Kobo Collect.



FINANCEMENT ADDITIONNEL FEM (FA/FEM)

- Suivi du processus de recrutement d'un consultant en charge de l'appui à la maitrise d'ouvrage de la composante DDD du FA/FEM dans le renforcement des capacités et l'accompagnement à la mise en œuvre de 2 projets sur la biodiversité de la Direction des Services Environnementaux ;
- Analyses techniques des Termes de référence pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Simples de Gestion (PSG) dans les Concessions Forestières des Communautés Locales (CFCL) de la Province de Maï-Ndombe ;
- Analyses techniques des Termes de référence pour le recrutement de prestataire pour la mission d'Inventaires de biodiversité dans les terroirs villageois et intégration d'actions de conservation dans les Plans de Gestion des Ressources Naturelles.
- Renforcement des capacités des experts de la Division des Services Environnementaux / Direction de Développement Durable :
    - **Formation en Géocapacitation**

17 Experts de la DSE ont été formés sur les outils de collecte des données à travers notamment le logiciel Kobo Collect. Cette formation vient donner une valeur ajoutée à la Division des Services Environnementaux dans le suivi des activités de deux micros projets de Bioprospection qui seront réalisés dans le Maï Ndombe.



Communication

La stratégie de communication du PIF s'articule autour de la communication sur le changement de comportement, la communication interne et la communication externe qui repose sur la communication digitale. Ces piliers stratégiques passent par plusieurs activités permettant à la fois la visibilité et l'appropriation des projets.

PARTENARIAT AVEC LES MEDIAS DU PIREDD/MBKIS

Trois missions ont été menées pour la signature des contrats avec les médias afin de renforcer la sensibilisation sur les activités du projet.

Selon les besoins, la signature des contrats a été accompagnée d'une formation de mise à niveau des journalistes pour la production des émissions et autres programmes radio, télé, presse écrite et médias en ligne, ainsi qu'une mise à niveau sur la photographie.

Partenariat avec les médias du Bassin de Kisangani :

Création d'un réseau de sensibilisation avec 8 médias partenaires et 195 programmes à diffuser et/ou publier (radios, télés, Presse-écrite et médias en ligne) durant la période de novembre 2021 à mai 2022.



Signature de contrat par un Journaliste de Kisangani

Partenariat avec les médias du Bassin de Mbuji-Mayi /Kananga :



Signature de contrat par un journaliste de Kananga

Création d'un réseau de sensibilisation avec 17 médias partenaires et 539 programmes à diffuser et/ou publier (radios, télés, Presse -écrite et médias en ligne) durant la période de décembre 2021 à mai 2022.

Il s'agit de 9 médias partenaires avec 291 programmes pour le Bassin de Mbuji-Mayi et 8 médias partenaires avec 248 programmes à diffuser pour le Bassin de Kananga.



Signature de contrat par des journalistes de Mbuji-Mayi

ACTIVITÉ DE CLÔTURE DE LA PREMIÈRE PHASE DU PIREDD/MND

Dans le cadre de la cloture de la première phase du PIREDD/MAÏ-NDOMBE, l'activité principale était celle de démontrer les résultats et faire un lien avec l'amélioration des conditions des vies des communautés. Ainsi un documentaire présentant le projet et ses réalisations ainsi que 8 vidéos de courte durée ont été produits et vulgarisés en vue de capitaliser, rendre visible et accessible les réalisations du projet à la clôture de la première phase.

VISIBILITE ET SENSIBILISATION

Production et diffusion d'outils de communication et de visibilité

Médias (TV, Radio, Média en ligne, Presse-écrite) :

- 25 médias partenaires pour la sensibilisation des activités du PIREDD/MBKIS dont 8 dans la province de la Tshopo, 9 dans le Kasaï-Oriental et 8 dans le Kasaï-Central ;
- Production des émissions par 8 radios partenaires pour la sensibilisation des activités du PIREDD/MAÏ-NDOMBE ;
- 20 articles publiés et/ou diffusés par les médias de Kinshasa sur les activités des Projets ;
- 3 articles publiés pour le bulletin d'information du FONAREDD.

Outils imprimés :

- Carte de vœux PIF 2021 ;
- Rapport Annuel PIF 2020 ;
- Calendrier 2021 ;
- Carte des vœux PIF 2022 ;
- Panneaux de visibilité pour les sites des microprojets des PA ;
- 5 posters pour la sensibilisation sur le VBG ;
- Dépliants sur l'état d'avancement du PIREDD MAÏ-NDOMBE.



Vidéos et Audios :

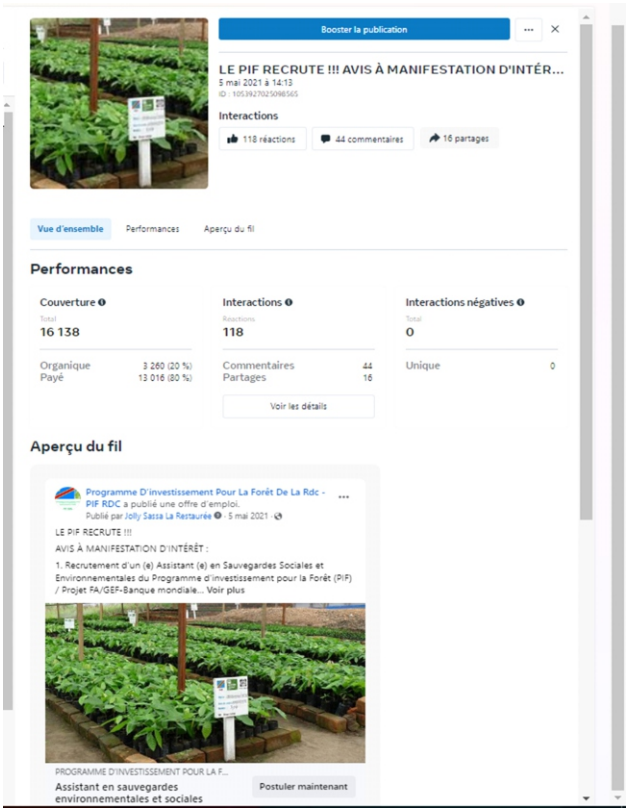
- 4 chansons de sensibilisation sur le PIREDD/MAÏ-NDOMBE en langues locales parlées à Kutu, Nioki, Inongo et Oswhe (audio et clip) ;
- Documentaire sur le PIREDD/MAÏ-NDOMBE ;
- 8 Vidéo des histoires à succès sur les bénéfices des Paiements pour Services Environnementaux ;
- Vidéo sur la tournée du Gouverneur ai de la Province du Maï-Ndombe à Kutu et Mushie sur les réalisations du projet ;
- Vidéo sur la tournée du Gouverneur a.i. de la Province du Maï-Ndombe pour la sensibilisation des communautés sur le FEM/MND.

Communication Digitale

Comme pilier de la communication externe, l'UC-PIF utilise 3 plateformes (Facebook, Newsletter, Site internet) pour assurer la visibilité au niveau national, international et faiblement au niveau local. L'e-mailing est aussi utilisé pour atteindre un public bien précis. Cette forme de communication est destinée au public national et international, le public local ayant un accès limité à l'Internet est orienté vers les actions de communication visant à atteindre directement les cibles.

En 2021, les résultats suivants ont été atteints :

- Facebook, 17 publications avec un total de 105.066 personnes atteintes pour toutes les publications
- Newsletter : 10 Newsletter avec 200 personnes atteintes par publication
- E-mailing : partage des Newsletters avec un répertoire de 200 personnes
- Site Internet : 197 282 personnes touchées par les publications



Renforcement des capacités et sensibilisation

Les ateliers, formations et réunions ont été organisés en plus des activités de sensibilisation planifiées et réalisées régulièrement par les animateurs des projets :

- Atelier sur l'identification des besoins en communication avec les parties prenantes du PIREDD/MBKIS-Bassin de Kisangani
- Formation sur la communication de proximité et test sur le terrain/ PIREDD/MBKIS-Bassin de Kisangani
- Formation sur la photographie/ PIREDD/MBKIS - Bassin de Kisangani
- Séance de travail avec les parties prenantes à Inongo sur la communication du Projet FEM/MND



- Elaboration des messages clés pour la sensibilisation du Projet FEM/MND

Passation des Marchés PIREDD/MND et FA/FEM

Contexte

L'UC-PIF a la responsabilité fiduciaire de deux projets de la Banque Mondiale au cours de l'exercice budgétaire 2021. Il s'agit du Projet PIREDD MAI-NDOMBE amorcé depuis 2018 ainsi que du Fonds Additionnel du FEM pour compléter les investissements entamés dans le cadre du projet MAI-NDOMBE avec un appui à la Direction de Développement Durable du MEDD et à la Réserve Naturelle TUMBA LEDIIMA géré par l'ICCN.

Sur ce, conformément aux accords de don, deux plans de Passation des Marchés ont été élaborés pour la planification des marchés devant permettre l'acquisition des biens, des équipements, des infrastructures et des prestations des consultants.

Tous les marchés engagés durant l'année 2021 ont été exécutés à la satisfaction de l'UC-PIF.

Cependant, quelques problèmes liés au non-respect des délais d'exécution dans certains marchés des fournitures à cause des restrictions des effectifs dans les chaînes de montage ont été rencontrés. La mise en quarantaine de certains pays comme l'Inde pour des raisons liées au COVID-19 a également été évoquée.



État de la passation et d'exécution des marchés

PIREDD/MAI-NDOMBE

Le projet étant dans sa phase de clôture, 4 marchés ont été mis en œuvre durant l'exercice 2021 et 2 sur les 4 se sont clôturés. Ainsi les activités ci-après ont été réalisées dans le cadre de ce financement :

- reconduction du Consultant pour la formation des prestataires et le développement des outils de sensibilisation pour la prise en charge et la prévention des VBG ;

- Les travaux de Construction des bureaux du Projet à KUTU entamés depuis octobre 2020 ont été réceptionnés techniquement et remis officiellement au Projet. Les travaux ont été réalisés conformément aux cahiers des charges du Contrat malgré quelques difficultés observées dans l'approvisionnement du chantier.

- Quant au contrôle a posteriori indépendant des dépenses et de la gestion du projet, le Cabinet MAZARS a été sélectionné après une compétition ouverte afin de réaliser l'audit financier et comptable du Projet pour les exercices 2020,2021 et 2022. Ainsi, la première phase de sa mission en rapport avec l'exercice 2020 a été réalisée conformément aux TDR de sa mission.

- Le Contrat de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) sur la mise en œuvre des activités sur le terrain du PIREDD/MAI-NDOMBE a été prolongé pour une durée supplémentaire d'un an afin de poursuivre les activités engagées et garantir une bonne fin de celles-ci.

De ce qui précède, le taux d'exécution du PPM, en termes de nouveau marchés prévus, est estimé à 100 % (deux marchés signés / deux marchés prévus).

FA/FEM

Sur ce financement, un plan de passation des marchés 2021 contenant 14 marchés a été validé et mis en œuvre pour l'acquisition des biens, équipements et des prestations intellectuelles pour appuyer l'atteinte des objectifs de ce financement additionnel. Ainsi, au 31 décembre 2021, 10 marchés sur les 14 du PPM ont été engagés par l'UC-PIF représentant un montant global de 3 805 818,10 USD soit 89 % (3 805 818,10 USD / 4 266 318,10 USD) en termes de montant et 71% (10 marchés signés / 14 marchés prévus) en termes de nombre des marchés.
Les 4 autres marchés ont été déversés dans le PPM 2022 et seront passés conformément au manuel des procédures de l'UC-PIF.

Les 10 marchés engagés concernent les activités ci-après :

Dans le cadre de l'appui à la DDD

- Renforcement des capacités de la DDD à travers la sélection d'un Consultant en charge de la formation des agents de la division sur le Paiement pour Service Environnementaux
- Acquisition d'un véhicule tout terrain pour les missions de terrain ;
- Achat et dotation des matériels informatiques pour le suivi des activités en lien avec la biodiversité ;
- Recrutement du Centre CESNOV pour appuyer la DDD dans la mise en œuvre de 2 micro-projets comme Assistant Technique.

Pour l'ICCN

- Achat des uniformes et autres équipements pour les Eco-gardes ;
- Achat des matériels informatiques et de reprographie ;
- Sélection d'un Consultant en charge de l'actualisation des études architecturales en vue de permettre de lancer les travaux de construction des bâtiments devant abriter le siège de la réserve de TUMBA LEDIIMA.

Autres marchés

- Signature d'un Contrat avec un prestataire pour compléter les investissements dans le cadre des activités du PIREDD/MAI-NDOMBE. Aussi, l'UC-PIF a sélectionné un Auditeur externe pour la vérification à posteriori des dépenses du Projet.



Remise des équipements des écogardes à la RNTL



Remise du véhicule 4X4 à la DDD



Remise des équipements informatiques à l'ICCN et à la DDD



Passation des Marchés PIREDD/MBKIS

Plan de Passation des marchés

A l'issue de la revue à mi-parcours du projet et après requête de l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), la BAD avait accordé son avis de non objection le 2 août 2021 sur le Plan de Passation des Marchés (PPM) couvrant la période allant de janvier 2021 à juin 2022.

Actions sur les acquisitions

La situation des contrats signés est résumée dans le tableau ci-dessous :

Nombre de contrats signés

	Marché des biens	Marché des travaux	Marché de services des consultants	Total (USD)
Contrats signés	6	0	0	6

Montants par type de marchés signé (les engagements)

	Biens (USD)	Travaux (USD)	Services des consultants (USD)	Total (USD)
Contrats signés	52 759,00	0,00	0,00	52 759,00

Il ressort que le montant total des contrats signés est de 52 759,00 USD pour les biens.

Etat d'avancement de l'ensemble des acquisitions au 31 décembre 2021

D'une manière générale, l'état d'avancement des acquisitions au 31 décembre 2021 est résumé dans les tableaux ci-dessous.

Tableau : Etat d'avancement des acquisitions en termes de nombre.

	Biens	Travaux	Services des consultants	Totaux	Taux d'exécution du PPM (%)
Contrats signés	33	213	6	**252**	**93**
Acquisitions non engagées et processus de passation des marchés en cours	3	0	8	**11**	**4**
Acquisitions non engagées et processus de passation des marchés non démarrés	3	3	1	**7**	**3**
Total	**39**	**216**	**15**	**270**	**100**

En termes de nombre, il se dégage un taux d'exécution des acquisitions à la hauteur de 93%.

Graphique : Etat d'avancement des acquisitions en termes de nombre.

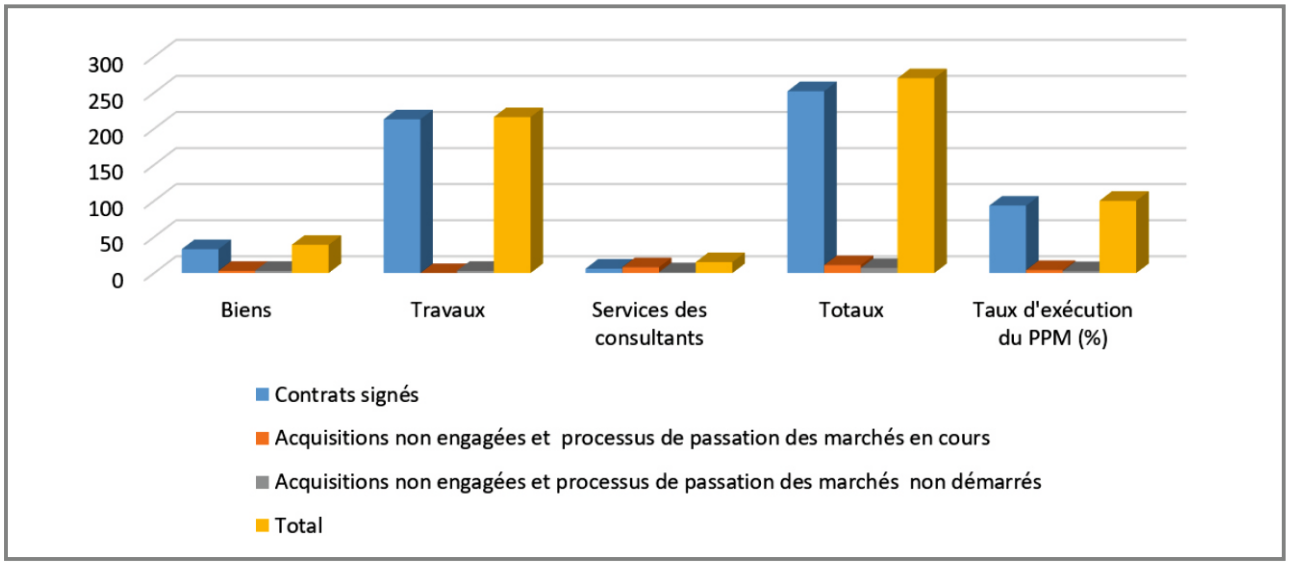
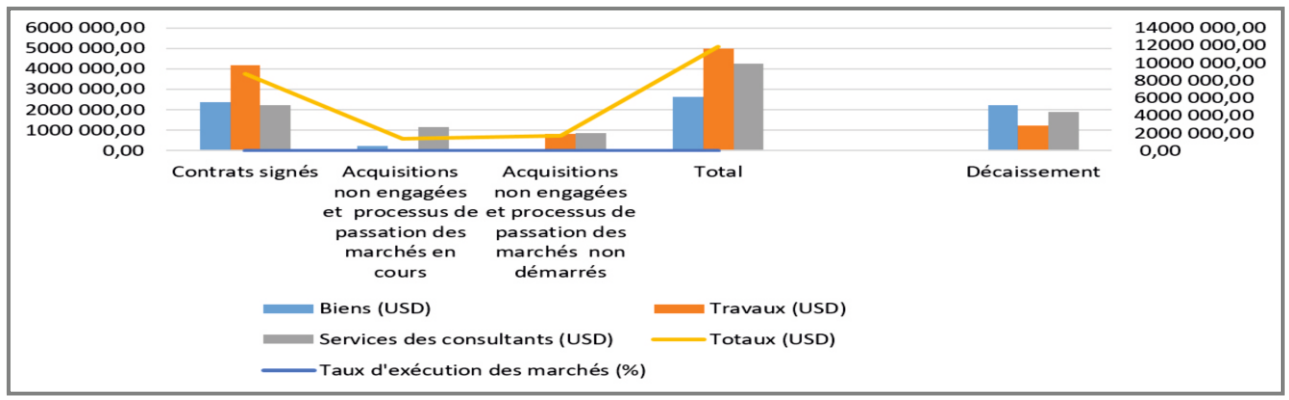


Tableau : Etat d'avancement des acquisitions en termes de montant

	Biens (USD)	Travaux (USD)	Services des consultants (USD)	Totaux (USD)	Taux d'exécution des marchés (%)
Contrats signés	2 361 724,00	4 168 812,06	2 213 973,74	**8 744 509,80**	**74**
Acquisitions non engagées et processus de passation des marchés en cours	238 252,00	0,00	1 155 750,00	**1 394 002,00**	**12**
Acquisitions non engagées et processus de passation des marchés non démarrés	18 000,00	814 000,00	876 759,57	**1 708 759,57**	**14**
Total	**2 617 976,00**	**4 982 812,06**	**4 246 483,31**	**11 847 271,37**	**100**
Décaissement	**2 242 146,60**	**1 239 501,17**	**1 900 068,01**	**5 381 715,78**	

Il résulte ce qui suit :
- Taux d'engagement par rapport à l'ensemble des marchés : 74% ;
- Taux de décaissement par rapport à l'ensemble des marchés : 45% ;
- Taux de décaissement par rapport au montant engagé : 62%.

Graphique : Etat d'avancement des acquisitions en termes de montant.



Suivi et Evaluation (SE)

Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF)

Projet Parent



Entretien avec les membres du CLD de Bisiala, Territoire de Kwamouth.

Au niveau du Projet Parent, deux grandes activités ont été réalisées. Il s'agit de l'évaluation indépendante de la composante 1 du projet, le PIREDD/Plateaux et le suivi du processus d'approbation du financement additionnel du CAFI pour la consolidation des activités du PIREDD/Plateaux.

Par rapport à l'évaluation indépendante, il était question de coordonner les travaux à Kinshasa et d'accompagner les évaluateurs sur le terrain. Au niveau de terrain, hormis les interviews avec les bénéficiaires et autres parties prenantes, des leçons apprises et autres succes stories ont été recueillies et prises en compte dans le processus de formulation des futurs projets au niveau du programme.

En rapport au financement additionnel du PIREDD/Plateaux, la nouvelle version du document de Projet Intégré REDD+ dans le Maï-Ndombea été rédigé en intégrant les nouvelles activités du PIREDD/Plateaux jusqu'à son approbation par le comité technique du FONAREDD avant sa soumission au Comité de Pilotage.



Visite de la plantation d'acacias réalisée par le CLD Bisiala par les évaluateurs.

Projet Intégré REDD+ dans la Province du Maï-Ndombe

Reporting

En termes de raportage, les activités réalisées durant la période sous revue se présentent comme suit :

- Analyse des rapports techniques trimestriels et annuel du Consortium FRMi-WWC agissant en qualité de MOD ;
- Suivi et mise à jour des indicateurs du cadre des résultats du projet ;
- Production des rapports trimestriels de suivi financier (RSF) ;
- Production des rapports semestriels et annuel pour le FONAREDD ;
- Participation à l'élaboration des Plans de Développement Durable des Territoires et de la Province ;
- Participation à la production du rapport annuel 2020 du projet.

Suivi des activités sur le terrain

Plusieurs missions de terrain ont été réalisées pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des activités sur le terrain. Ces missions offraient aussi l'opportunité de comparer les résultats sur le terrain avec les données rapportées par le MOD et de s'assurer du niveau d'appropriation des activités par les bénéficiaires. Ces mêmes missions de terrain ont permis de collecter certaines leçons apprises en vue de leur capitalisation dans le cadre des prochains financements du programme.

Mobilisation des ressources

Le processus d'approbation du document de projet de la seconde phase du projet a été suivi pendant les réunions du Comité technique du FONAREDD. Le document ayant été approuvé par le Comité de Pilotage du FONAREDD, ces ressources vont permettre de poursuivre la mise en œuvre des investissements planifiés dans les différents PSG produits durant la première phase du projet.

Evaluation des Jalons CAFI

Le CAFI a conduit une évaluation des Jalons de la Lettre d'Intention (LOI) signée avec le Gouvernement de la RDC en prévision de la signature du 2ème cadre de partenariat entre les deux parties. L'Expert National en Suivi-Evaluation de l'UC-PIF, en sa qualité de Point Focal FONAREDD, avait la charge de mettre à la disposition des évaluateurs les informations du PIREDD Maï-Ndombe pour leur prise en compte dans le rapport d'évaluation.

Fonds Additionnel FEM (FA-FEM)

Pour ce qui est du FA-FEM, les équipes des structures responsables de la mise en œuvre de différentes composantes ont été suivies dans la finalisation des protocoles et conventions de collaboration mais aussi dans la planification des activités à réaliser au courant de l'année 2021.

Compte tenu de la multiplicité d'acteurs appelés à mettre en œuvre les différents volets du projet avec des synergies certaines à capitaliser dans la réalisation des activités, le travail a été effectué avec différents acteurs dans la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation qui permet de capter l'exhaustivité des informations mais aussi qui définit les passerelles dans la collecte des données par les différents acteurs en vue de la production d'une information stratégique plus globalisante. Par ailleurs, l'Expert a pris part à la formation des experts de la DDD sur le suivi à distance des activités à l'aide de l'outil Kobo collect afin de s'assurer du bon paramétrage des indicateurs de cette sous-composante dans la base des données.



Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et Kisangani

Reporting

En termes de rapportage, les activités réalisées durant la période sous revue se présentent comme suit :

- Analyse des rapports techniques des agences locales d'exécution
- Analyse des dossiers techniques des travaux (afforestation, agroforesterie, etc…) soumis à l'avis de non objection de l'UGP ;
- Suivi et mise à jour des indicateurs du cadre des résultats du projet ;
- Production des rapports de suivi financier (RSF) trimestriel ;
- Participation à la production du rapport annuel 2020 du projet ;
- Production du rapport CIF 2020.

Suivi des activités sur le terrain

Trois missions de terrain ont été organisées à raison d'une mission par bassin du projet. Deux objectifs majeurs été poursuivis à travers ces missions à savoir : s'assurer de la mise en œuvre effective des activités en visitant les différentes plantations réalisées mais aussi de procéder au lancement des activités relatives à l'élaboration des PSG et PUT en prévision de la signature des avenants aux contrats des ALE dans lesquels la mise en œuvre de ces activités leur a été confiée.



Formation des équipes des ALE dans la collecte des données pour l'élaboration des PUT dans le bassin de Kananga



Visite de la plantation du prestataire AGRIEL dans le Bassin Kananga

Les équipes des ALE ont été sensibilisées sur la nécessité d'accompagner les bénéficiaires des incitations versées sous forme des PSE à développer les activités génératrices de revenus pour l'amélioration de leurs conditions de vie, d'une part, et, d'autre part, permettre aussi au projet de capter cette information qui permet de renseigner l'objectif de développement relatif à l'amélioration des revenus monétaires et non monétaires dans la zone du projet.

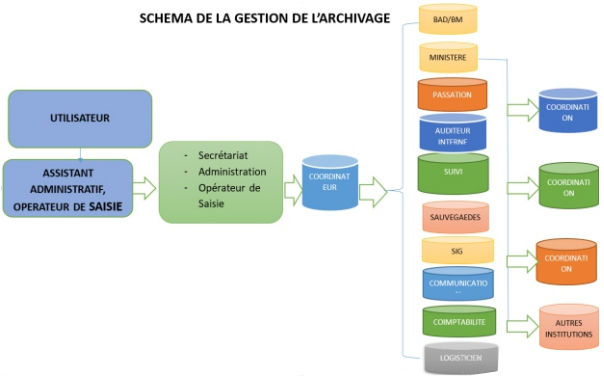


Sensibilisation des bénéficiaires CLD Bayanguma (PK27), Territoire de Banalia, Province de la Tshopo

SECRETARIAT ET ARCHIVAGE

Dans tout organisme, le personnel est confronté à la problématique du classement et de l'archivage. Il doit pouvoir retrouver les documents reçus et produits quand il en a besoin. Le classement doit donc être vu comme un outil et non une contrainte abstraite, pour un organisme et ses membres. Il donne une structure logique et hiérarchique qui permet de classer tous les documents, sur tous les supports, que les organismes produisent ou qu'ils reçoivent dans le cadre de leurs activités.

Le classement consiste à gérer de manière organisée et structurée des documents. En d'autres mots, il consiste à mettre dans un certain ordre un ensemble d'éléments – des documents par exemple - ou les mettre à leur place (par exemple : classer des lettres dans un dossier, classer des dossiers dans une rubrique d'un classement).

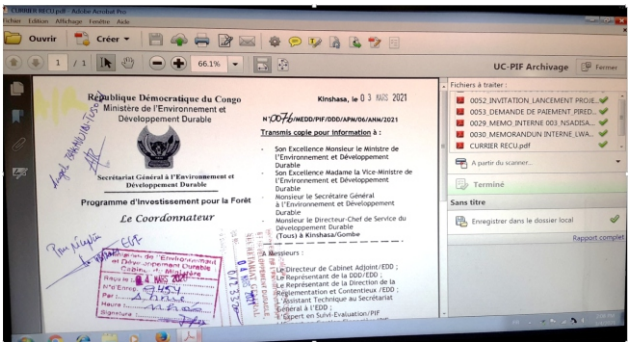


Dans la pratique, le classement s'effectue en deux temps :

- Tout d'abord, créer un cadre général de classement sous forme de catégories structurées : c'est l'étape qui définira une place pour chaque type de document / de dossier ;

- Ensuite, placer dans chacune des catégories définies dans un classement les documents qui sont créés : c'est l'étape où chaque document est classé dans une catégorie.

Ces documents sont ceux qui se trouvent dans leur phase d'utilité administrative. Ils sont classés au moment même de leur production en vue d'une utilisation immédiate ou à moyen terme ; le classement est « actif », de nouveaux



documents viennent en effet sans cesse s'ajouter.

Les documents de l'UC-PIF sont en général regroupés en dossier : chaque dossier concerne un classeur administratif , notamment (classeur individuel de personnel, classeur des Coordinations provinciales, classeur de la Vice-Primature, Ministère de l'Environnement et Développement Durable (Cabinet, SG et Directions), classeur des partenaires et autres projets, classeurs des courriers reçus et expédiés, classeur des notes explicatives et notes techniques (reçues et expédiées), classeurs des Mémorandums internes et externes (expédiés et reçus), classeur des Procès-verbaux (reçus et expédiés), les rapports (reçus et expédies), etc....



Les perspectives du PIF/RDC pour 2022

Pour l'année 2022, les activités majeures du programme se présentent comme suit :

Pour le Programme de Réduction d'Émissions du Maï-Ndombe

ERPA
- Finalisation du Plan de Partage des Bénéfices de l'ERPA ;
- Mise en vigueur de l'ERPA.

OPERPA
- Signature de l'accord de Don de 5 millions de dollars ;
- Mise en oeuvre de l'OPERPA.

PIREDD/MND
- Poursuite de l'accompagnement des communautés avec l'appui des services techniques ;
- Achèvement des microprojets en faveur des PA ;
- Remise des ponts et digues ;
- Conduite de l'étude sur l'évolution de la situation du revenu monétaire et non monétaire dans la zone du projet ;
- Réalisation des EIES du Bac de Lediba ;
- Démarrage de la seconde phase du projet.

FA-FEM
- Réaliser des enquêtes auprès des communautés ;
- Réaliser des Inventaires de biodiversité ;
- Élaborer les Plans Simples de Gestion des CFCL ;
- Lancement de deux projets REDD+ ;
- Actualisation du PPA ;
- Lancement de nouveaux microprojets PA ;
- Lancement des microprojets sur la bio prospection ;
- Finalisation de la stratégie nationale de Bio Prospection et du Décret- loi sur la Bio prospection ;
- Réaliser l'enquête METT dans la RNTL
- Réaliser les enquêtes socio-économique dans la RNTL ;
- Élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de la RNTL ;
- Production du PGES pour la construction des 3 bâtiments dans la RNTL ;
- Construction des bâtiments administratifs dans la RNTL ;
- Déploiement du MGP dans toute la RNTL.

Pour le PIREDD/MBKIS

- Mise en œuvre de la convention avec la DIAF ;
- Conduite de l'étude sur l'évolution de la situation du revenu monétaire et non monétaire dans la zone du projet ;
- Élaboration des PSG et PUT ;
- Réaliser une étude sur les PFNL
- Lancement des activités destinées aux PA ;
- Lancement des activités de sensibilisation sur les VIH et autres maladies dans les sites d'intervention ;
- Conduite de l'audit environnemental et social de l'exerce 2021 ;
- Lancement des travaux réhabilitation de la Réserve de MASAKO ;
- Réalisation des EIES dans la Réserve de MASAKO ;
- Lancement des missions de suivi de la mise en œuvre du PGES par l'ACE.

Mobilisation des ressources pour le Programme

- Suivi du processus de restructuration du PGAPF pour la prise compte de la tranche supplémentaire de 10 millions USD du CAFI ;
- Suivi auprès du FONAREDD sur les arrangements fiduciaires pour la gestion de 6 millions USD pour le PIREDD/Plateaux ;
- Participations aux travaux de préparation du grand projet avec financement de la Banque mondiale de 300 millions de dollars américains en vue du passage à l'échelle des approches du PGAPF.

Unité de Coordination du Programme d'Investissement Forestier de la RDC
Boulevard du 30 Juin, Immeuble Le PARADISO
Commune de la Gombe, Kinshasa-RDC
Tél: +243818843278 - 827856777
ucpif.rdc@gmail.com
www.pifrdc.org
www.facebook.com/pifrdc